

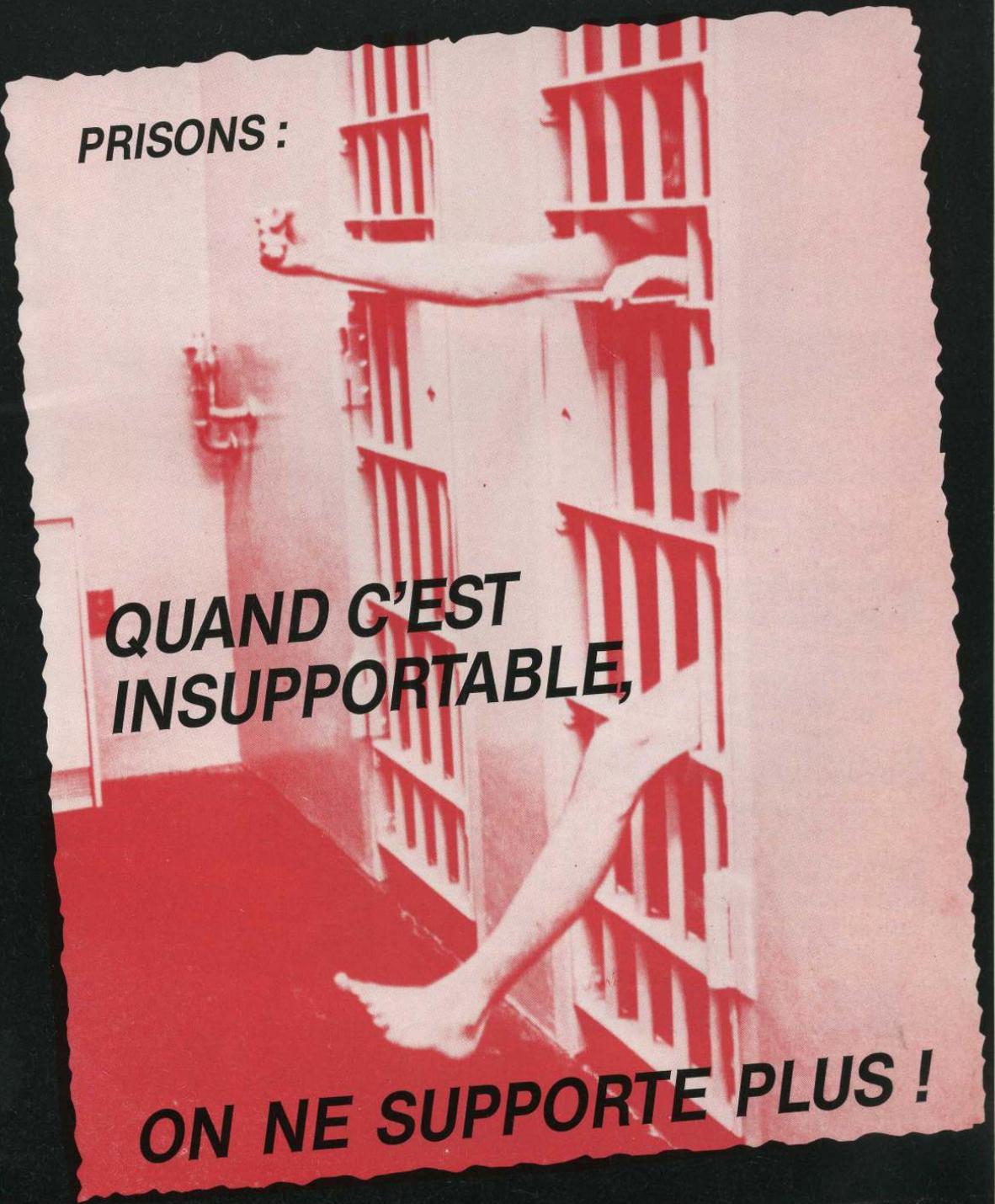
# AGORA

REVUE LIBERTAIRE N° 27 / ETE 1985 / 20 F

**PRISONS :**

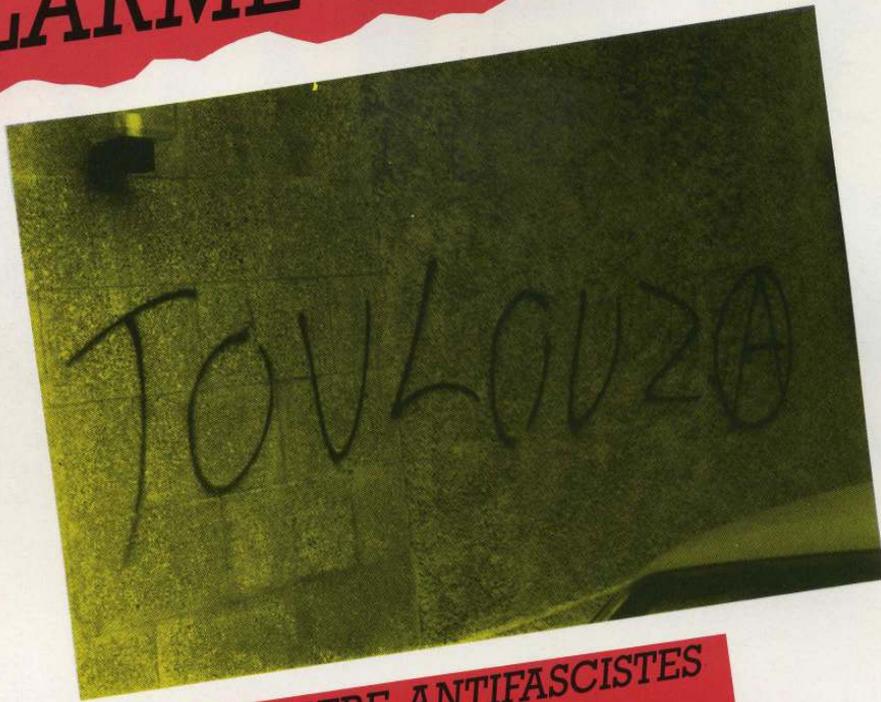
**QUAND C'EST  
INSUPPORTABLE,**

**ON NE SUPPORTE PLUS !**



TOULOUSE

# ALARME CITOYENS !



## QUATRE ANTIFASCISTES ARRETES !

**S**AMEDI 13 avril 85, le bal « Bleu-blanc-rouge » du Front National organisé à Colomiers (10 km de Toulouse) est subitement interrompu par une panne de courant. Une charge de dynamite vient de faire voler en éclats le transfo EDF de la ville. Ce sabotage entraîne une vague d'arrestations et l'incarcération de quatre personnes : Danièle Chenal, Marcel Pley, Gérard Fabre et Gérard Mossol.

A Toulouse, comme ailleurs, les antifascistes essaient d'enrayer la peste brune !

Devant la montée du Front National, la lutte des antifascistes a pris différentes formes. Les rassemblements des partis de gauche et des syndicats autour des « Monument à la gloire de la Résistance » ont, au total, regroupé assez peu de monde. Par contre, l'extrême-gauche et le S.C.A.L.P. (section carrément anti Le Pen) ont organisé plusieurs manifestations dynamiques qui, au niveau du nombre, ont été un succès. A toutes les occasions, la venue à Toulouse du leader de l'extrême-droite a suscité de vives réactions.

C'est dans ce contexte antifasciste que divers attentats ont eu lieu. Chaque fois, la cible fut sans équivoque : une salle des fêtes où devait se dérouler un meeting de Le Pen en juin 84, le Parc des Expositions où en février dernier l'extrême-droite remettait ça...

Une façon de faire savoir que les antifascistes toulousains tolèrent mal la banalisation actuelle du racisme et de la xénophobie dans laquelle le Front National fait son lit.

Parmi les inculpés, tout bon lecteur d'Agora reconnaîtra certains des copains qui, pendant des années, façonnaient notre revue. Ils font partie de ceux qui, discrètement et efficacement, ont permis à la presse libertaire de s'exprimer, de vivre.

Leur combat antifasciste, comme celui de milliers d'autres gens, n'est qu'un aspect d'une lutte plus large pour créer une autre société.

Exigeons leur libération immédiate et inconditionnelle !

Cette page a été réalisée en partie, grâce à la plaquette faite par le comité de soutien aux quatre inculpés. Pour une solidarité plus active, prenez contact avec lui : « Comité de soutien aux quatre antifascistes », c/o C.E.R.F., B.P. 4131, 31030 Toulouse cedex. C.C.P. A. Talavera 32.16.42 C Toulouse.

Et exprimez directement votre solidarité aux copains en leur écrivant : au 18 bis, Grand Rue St-Michel, 31400 Toulouse, Danièle Chenal (M 149-28 Quartier 5), Marcel Pley (M 149-26 Quartier 4), Gérard Fabre (M 149-27 Quartier 2), Gérard Mossol (M 149-29 Quartier 4).

# ALARME CITOYENS !

**PLEINS FEUX**  
**HEXAGONE**  
**LIBRE SERVICE**  
**SANS FRONTIÈRE**  
**ARGUMENTS**  
**NOTRE MÉMOIRE**  
**COPYRIGHT**  
**RUBRIQUES**

## PLEINS FEUX

- En finir avec l'apartheid !*  
**4. Afrique du Sud : Autour de la ville blanche...**  
**6. Intervention : le gendarme de l'Oncle Sam.**  
**8. Mouvement ouvrier : Syndicalisme vivant !**



## HEXAGONE

- 10. TOM-DOM : L'indépendance est à l'ordre du jour.**  
**11. Kanaky : De Pisani à Fabius.**  
**12. Soldats : Sous l'uniforme... la révolte !**  
**13. Prisons : Vivre libres ou pourrir !**  
**15. Speed : Des brèves qui en disent long.**



# SOMMAIRE



**Directeur de publication :** Solon Amoros  
**Equipe de rédaction :** Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel Auvray, Jean-Louis Nadar, Tony Alvarez, Madi Nida, Serge Etarcos, Solon Amoros, Violette Marcos.  
**Correspondance :** Agora, B.P. 1214, 31037 Toulouse Cedex.  
**Correspondance téléphonique :** Tél. (61) 59.24.01

### TECHNIQUE

**Composition :** Scot CARACTERES  
 16 impasse Belou 31200 Toulouse  
 Tél. (61) 23.96.75  
**Imprimerie :** SACCO, 10, rue Gazagne  
 31300 Toulouse. Tél. (61) 42.03.30  
**Façonnage :** M.D.P. 10 bis, rue des Teinturiers, 31300 Toulouse.  
 Tél. (61) 42.12.48

### ABONNEMENTS

**Prix du numéro :** 20 F  
**Abonnement :** 5 numéros, 100 F (Etranger, DOM-TOM : 110 F Par avion, 130 F).  
**Abonnement de soutien :** 150 F et plus  
 Pour tout versement : Agora, CCP 3716-17.Y Toulouse  
 Commission Paritaire : 62601  
 I.S.S.N. : 0245-3630  
 Dépôt légal : à parution

**Ont été mis à contribution pour ce numéro :**  
 Melquiades, Solon Amoros, Denis, Roland Biard, Aline S., Jean-René A., Fraktion Rock Terrorist, Jean-Louis Nadar, Bruce Grenville, Violette Marcos, Tony Alvarez, Analucia Menezes, Claude Ariso, Dagmar, Dorothée Piermont, Patrick Bertrand, Juanito Marcos, Claire Davidoff, Abdou Salomon, Michel Auvray, Julien Dreux, Madi Nina, Paul Astin, et les revues « Processed world », « Woobly », « Rivista A », « Ma ! ». Les dessins originaux sont d'Olivier Le Trouher. A tous, merci !



## LIBRE SERVICE

- 16. Courants : Les libertaires face à l'extrême-droite.**

## SANS FRONTIÈRE

- 18. Brésil : L'après Tancredo.**  
**20. R.F.A. : Oser résister au féminin.**

## ARGUMENTS

- 22. Imaginaire subversif : Le Sultanat d'Occussi-Ambeno.**  
**24. Z.I.P. : Anarcho-punk, faits et gestes**

## SAUVAGE

- 26. Pluies acides : La couleur de la Terre m'inquiète.**

## NOTRE MÉMOIRE

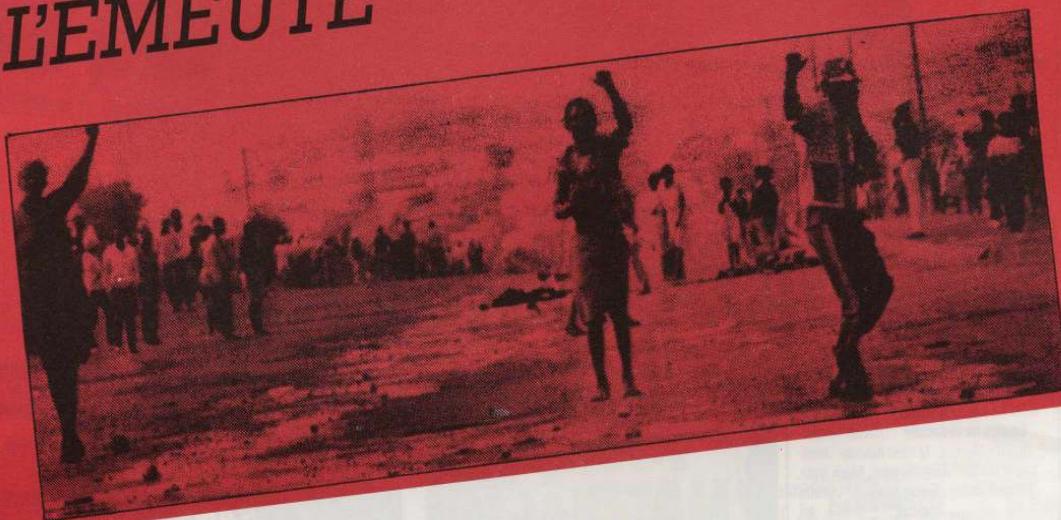
- 28. Conseils ouvriers : Quand grondait la révolution.**

## COPYRIGHT

- 31. Big Brother : La Silicon Valley.**  
**25. Kiosque : Il pleut des livres.**  
**35. Mégaphone : Où, quand et comment.**

**AFRIQUE DU SUD**

# AUTOUR DE LA VILLE BLANCHE... GRONDE L'EMEUTE



**L**E 21 mars 1985, la police sud africaine tire encore une fois sur un cortège funèbre : 19 morts !

Dans les bidonvilles, les affrontements, ces derniers mois, se sont multipliés. La misère, l'exclusion restent les détonateurs de toutes ces luttes. Les fusils à pompe tentent d'en marquer les limites.

La ville blanche a besoin de pauvres, mais l'émeute est à ses portes. Le meurtre reste le plus sûr allié de Prétoria.

**L**ES Afrikaners, descendants de la première colonisation néerlandaise, se sont toujours considérés comme les légitimes habitants de l'Afrique du Sud. Ultra-conservateurs et nationalistes, ils ont mené une importante lutte pour récupérer les parcelles de pouvoir cédées aux britanniques lors de la guerre dite des « Boers ». Cette lutte débouche, en 1948, sur le triomphe du Parti National, du D<sup>r</sup> Malam, aux élections parlementaires.

## Vers le grand Apartheid

**L**E Parti National s'est toujours opposé à toute idée de partage du pouvoir entre les communautés noire et blanche de l'Afrique du Sud. Affirmant que les aspirations des noirs

et des blancs ne pourraient jamais s'accommoder du même système politique, le Parti National a trouvé dans le concept d'« Apartheid » (littéralement « séparation ») depuis longtemps tombé en désuétude dans la terminologie officielle, un substitut à la règle de la majorité.

Le D<sup>r</sup> Verwoerd donnera le contenu idéologique et méthodologique à ce rêve : « Chaque nation noire d'Afrique du Sud doit recevoir son propre territoire où elle peut exercer ses droits culturels et politiques jusqu'à accéder à l'indépendance ». Ainsi sont créés une dizaine d'« Etats Nationaux » qui ont été successivement appelés : réserves, bantoustans et enfin homeland. Mais ne nous y trompons pas, si ce programme aurait pu paraître progressiste à certains, les éclaircissements du D<sup>r</sup> Mulder en 1978

ne laissent planer aucun doute sur le but poursuivi : « Cette politique nationaliste consiste à faire en sorte qu'il n'y ait plus de Sud-Africains noirs ». Dans les faits, cela revient à la création d'un homeland blanc représentant 87% de la superficie de l'Afrique du Sud, et peuplée de 4,5 millions de blancs (soit 15% de la population) qui détiennent toutes les zones industrielles et minières. Le reste du territoire est partagé entre une dizaine de nations noires comptant 21 millions d'individus (73,5%), un million d'asiatiques (3%) et 2,5 millions de métis (8,5%).

Le Grand Apartheid, rêve du D<sup>r</sup> Verwoerd, est devenu réalité ; il a suffi de déporter plus de 7 millions de personnes.

## Etranger sur sa terre

**C**'EST par la force qu'une grande partie de la population noire s'est retrouvée parquée dans les zones les plus pauvres du pays. Si quelques-uns de ces « Etats Nationaux » ont accepté l'indépendance sous la pression d'une chefferie collaborationniste, bon nombre d'entre eux refusent cette « indépendance » bidon qui, par la perte de la nationalité Sud Africaine, fait d'eux des étrangers sur leur propre terre et des exclus du pouvoir économique et politique. Mais les nécessités du capitalisme Sud Africain viennent moduler les ambi-

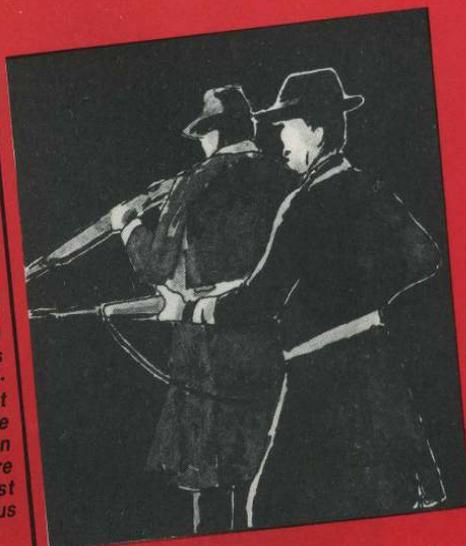
## LES RACINES DE LA COLERE

**T**OUT commence en 1652 lorsque la Compagnie Néerlandaise des Indes établit, au Cap Bonne Espérance, des bases de réparation, ravitaillement et repos pour sa flotte sur la route des Indes. Une petite population blanche, employée par la Compagnie, s'établit à son propre compte dans la région et crée l'infrastructure nécessaire au bon fonctionnement de ce comptoir.

Lorsqu'en 1814 les Pays-Bas cèdent le Cap à la Grande-Bretagne, la population blanche a déjà acquis les grands traits de sa configuration actuelle : d'une part les agriculteurs et éleveurs de bétail, Boers et, d'autre part une classe bureaucratique et com-

merçante britannique, concentrée près des ports.

La guerre, opposant Britannique et Boers, pousse ces derniers à une migration intérieure qui ne manque pas de déboucher sur des affrontements avec les populations autochtones. L'intervention des Britanniques dans ces conflits aboutit au partage du pouvoir avec les Boers sur le dos des Africains. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, un million de Blancs ont imposé la domination de la « race blanche » sur la population autochtone. En 1910, la première république Sud-Africaine est créée. Des dizaines d'années plus tard, le drame se poursuit.

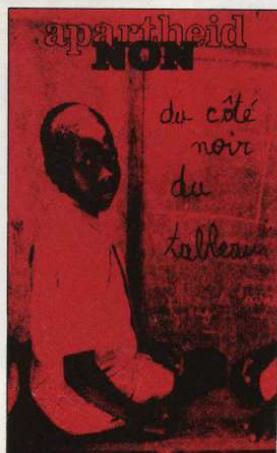


tions de cette ignoble farce. La diversification de l'économie a posé les limites du Grand Apartheid, car pour le capital local et étranger, la poursuite des investissements passe nécessairement par une réduction des charges salariales, donc des nombreux privilèges dont jouissent les travailleurs blancs. En outre, ces derniers ne peuvent plus satisfaire à eux seuls les demandes en main-d'œuvre qualifiée. D'où l'apparition d'un patronat dit « progressiste » qui, faisant entorse à la législation raciste, offre des emplois « réservés » à des noirs. Ces thèses « modernistes » rencontrent un écho favorable au sein même du Parti National où s'affrontent aujourd'hui les « Verligte » (éclairés) et les « verkrampte » (cramponnés). La nouvelle constitution (1983) a donc été obligé de reconnaître certains droits (celui du vote) aux métis et asiatiques, mais aussi à quelques 4 millions de noirs qui sont autorisés à résider en permanence dans les zones urbaines « blanches ». D'autre part on a assoupli la législation sur les laissez-passer, allant même jusqu'à reconnaître à cette minorité noire des droits syndicaux jusqu'ici réservés aux blancs. Ces concessions s'accompagnent, bien sûr, d'un renforcement des mesures répressives visant à garantir l'exploitation « efficace » des travailleurs immigrés venant des bantoustans. Les « verligte » cherchent, par la même occasion, à favoriser l'émergence d'une élite noire, certes

nécessaire à l'activité économique, mais aussi capable d'encadrer et de museler le reste de la classe ouvrière noire, dans le but de préserver le statu quo de l'apartheid ainsi modifié.

## Le défi des squatters

**L**A loi sur les zones de résidence (Group Area Act) fixe à chaque groupe ou ethnie ses propres zones d'habitation. C'est pourquoi, des milliers de logements ont été détruits, d'autres, peu nombreux, ont été construits, mais seuls les africains titulaires d'un permis de résidence en zone blanche sont habilités à s'inscrire sur la liste d'attente. Ces formulaires permettent à la police de mieux contrôler la population noire et de traquer les nombreux clandestins qui ont quitté les bantoustans afin



de trouver de quoi survivre. Plusieurs centaines de milliers de « squatters » vivent ainsi, dans des cabanes ou simples abris, sur les terrains vagues des cités noires (townships). Ces « tâches de pestilence et souillures dans le paysage » dicit M. Koornhof, ministre de la coopération, font l'objet de descentes régulières des forces de l'ordre afin de les détruire. Ces opérations de routine provoquent des émeutes qui se soldent par de nombreux tués, plus de 400 depuis le début de l'année.

La résistance s'organise, c'est ainsi que l'on a vu apparaître, dans les townships, de nombreuses inscriptions favorables au M.K. (Umkhonto We Sizwe), branche militaire du Congrès National Africain. La lutte incessante des militants anti-apartheid et la pression exercée sur les pays soutenant le gouvernement Sud Africain commencent à porter leurs fruits. Après l'occupation de la Citybank à Johannesburg par quarante militants, le Secrétaire d'Etat Américain O. Shultz devait déclarer : « Nous nous devons de condamner les actes du gouvernement Sud Africain qui ont été cause de nombreux morts. Prétoria doit négocier avec la majorité noire du pays ».

L'essentiel des revendications qui font actuellement reculer le pouvoir Sud Africain pourrait se résumer par les trois mots d'ordre criés lors de la création du Front Démocratique Uni (U.D.F.), qui rassemble près de 400 organisations : « Tous, Ici, Maintenant ».

— « Tous » les droits pour tous les habitants de l'Afrique du Sud.

— « Ici » dans une Afrique du Sud non divisée.

— « Maintenant » parce que le moment est venu.

Abdou Salomon

**A**VEC l'aide des principaux Etats occidentaux, l'Afrique du Sud est devenue une grande puissance industrielle et une vaste machine de guerre.

Les investissements américains dans le pays datent de 1890 avec l'installation de Mobil Oil et General Electric, suivis peu après par Texaco, Gillette et Colgate-Palmolive. Mais c'est surtout avec l'officialisation de l'apartheid, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, que l'Afrique du Sud devient un lieu privilégié pour les investissements étrangers. Ses réserves en minerais divers la placent aujourd'hui au 1<sup>er</sup> rang mondial pour l'or et le platine ; au 3<sup>e</sup> rang enfin pour l'uranium (en fait, au premier rang parmi les pays du monde occidental).

## Encore merci à l'Oncle Sam

**A**UJOURD'HUI, quelque 360 firmes yankees sont présentes en Afrique du Sud et plus de 6 000 font du commerce avec ce pays. Si les Etats-Unis n'arrivent qu'en seconde position sur la liste des investissements (la Grande-Bretagne conservant l'avantage en raison de ses liens néo-coloniaux), ils restent les premiers partenaires commerciaux du pays, malgré la signature, par les principales firmes nord-américaines, du « Code Sullivan ». Cet accord, portant le nom d'un noir membre de la direction de General Motors, engage les signataires à abolir la ségrégation raciale dans l'embauche et les salaires.

En fait, ces sociétés poussent la « philanthropie » jusqu'à payer les travailleurs noirs en-dessous du minimum vital officiellement reconnu. General Motors s'est même engagée à collaborer étroitement avec les autorités en cas de « troubles civils ».

Dès son accession au pouvoir, en janvier 81, Reagan avait clairement énoncé l'un de ses principaux objectifs dans la région : « mettre fin à l'image négative de l'Afrique du Sud dans le monde et chercher à lui restituer dans la région sa place de légitime protagoniste ». Il tenta dès lors de faire annuler par le Congrès l'amendement Clak interdisant, depuis 1976, à la CIA de soutenir l'organisation pro-sud-africaine UNITA en Angola. Et c'est avec la célérité qu'on lui connaît que l'Oncle Sam n'a cessé d'opposer son veto à toute résolution de l'ONU condamnant les incursions sud-africaines dans les pays voisins ou prônant le boycott du pays de l'apartheid. Ayant signé d'une main le « Code Sullivan », diverses sociétés américaines se sont ainsi empressées d'adopter de l'autre, des accords commerciaux aussi bien pour livrer les célèbres matraques électriques couramment utilisées lors des émeutes que les ordinateurs nécessaires au fichage et au contrôle des

## INTERVENTION

# LE GENDARME

**I**NVASIONS militaires, interventions barbouzardes, pressions économiques, soutien aux mouvements fantoches... L'Afrique a même contraint deux alliés de Moscou à « pactiser avec le diable », à « jouer » avec l'apartheid.

déplacements des Noirs et à la mise à jour de leur laissez-passer.

Bénéficiant de tels appuis, Prétoria a pu, tout à son aise, se répandre dans la région et y faire régner la terreur.

## Reconstruire son glacie

**D**EPUIS l'accession à l'indépendance des anciennes colonies portugaises (Mozambique et Angola) et de la Rhodésie (l'actuel Zimbabwe), l'Afrique du Sud s'évertue à déstabiliser la région pour rester seul maître en Afrique australe. La très forte dépendance économique des Etats néo-coloniaux voisins rend la tâche plus aisée. Ces pays importent leurs céréales, pour l'essentiel, d'Afrique du Sud et cette dernière sert de maillon obligé pour l'exportation des produits miniers, un secteur largement aux mains d'intérêts sud-africains.

Aux pressions économiques s'ajoutent, bien entendu, les invasions militaires et les interventions des services secrets de Prétoria (DONS). Le prétexte sans cesse invoqué : la chasse à l'organisation politico-militaire ANC (Congrès National Africain) à dominante stalinienne. Tel fut le motif officiel de l'intervention sud-africaine contre une base de l'ANC, au Lesotho en 82. La même chose se répéta lors des multiples pressions contre le Mozambique, le Swasiland, le Zimbabwe et la Zambie.

Parallèlement à ces interventions directes, Prétoria soutient divers mouvements fantoches qu'elle a largement contribué à structurer quand elle ne les a pas créés de toutes pièces. C'est, nous l'avons vu, l'UNITA en Angolo. Mais c'est aussi la Résistance Nationale du Mozambique (MNR), l'Armée de Libération du Lesotho (ALM), le ZIRPA au Zimbabwe... Autant de groupes dont les activités terroristes contribuent au désordre écono-



# DE L'ONCLE SAM



mique des pays voisins. Et lorsque Prétoria ne peut argumenter sur les activités de l'ANC, on fait donner les services secrets comme aux Seychelles, en 1981, lors d'une tentative de putsch... Mais en matière de terrorisme, le cas de la Namibie reste le plus significatif.

La Société des Nations avait confié un mandat, en 1919, à l'Afrique du Sud sur cette ancienne colonie allemande. Mandat qui fut révoqué en 1966, la Namibie étant alors placée sous contrôle de l'ONU jusqu'à son accession à l'indépendance. Mais c'était sans compter sur le « soutien obligé » de Prétoria à ses « cousins » :

40 000 des 100 000 Blancs de Namibie sont d'origine afrikander. Dès lors, l'Afrique du Sud occupe le pays et y instaure l'apartheid contre 1,3 million de Noirs cantonnés sur 40% du territoire dans

des réserves de type *bantoustans*.

Pour les USA, la Namibie représente un enjeu indiscutable avec ses réserves de diamants, de plomb et d'uranium. C'est ce qui explique le « lien » qu'ils s'obstinent à vouloir établir entre l'accession de la Namibie à l'indépendance et le départ des Cubains d'Angola. Un « lien » qui correspond précisément aussi aux ambitions sud-africaines visant à exclure l'ONU de toute négociation sur le sort de la Namibie. Pour l'heure, la présence des troupes prétoriennes empêche l'ascension au pouvoir de la SWAPO (South African People's Organisation) reconnue par l'ONU comme le seul représentant légitime du peuple namibien.

En 1984 toutefois, la campagne électorale américaine et les pressions internationales ont contraint Reagan à opter pour une nouvelle tactique dans cette partie sud de l'Afrique.

## La « Pax Americana »

Le 16 février 1984 était signé, en Angola et Afrique du Sud) de « non-agression et de bon voisinage ». Prétoria s'engageait à retirer ses troupes du sud angolais en échange de quoi Luanda cesserait de soutenir l'ANC sud-africain ainsi que la SWAPO tandis que celui signé avec le Mozambique fut suivi de raids mozambicains contre des locaux de l'ANC. Saignés à blanc par les pressions économiques, politiques et les sabotages, les deux principaux alliés de Moscou dans la région venaient de céder, privilégiant leurs intérêts étatiques à leur engagement politique. Les avantages d'une telle opération pour les autorités racistes de Prétoria sont multiples : tout en jetant le discrédit sur ces deux pays ayant osé « pactiser avec le diable », l'Afrique du Sud espère accroître ses exportations et surtout freiner la fuite des capitaux. Les intérêts impérialistes yankees devraient bien mieux s'en porter tandis que ceux de l'URSS se trouvent, pour l'heure, en délicate posture en Afrique australe. L'Afrique du Sud reste le maître du jeu, avec la bénédiction de Reagan, position que les dirigeants racistes de Prétoria ont toujours revendiquée. Ils le réaffirment haut et fort, récemment encore, en déclarant :

« Nous voulons montrer que nous souhaitons la paix dans la région, que nous avons des choses à apporter, que nous pouvons beaucoup aider. Mais nous voulons également montrer que, en cas de refus, nous pouvons détruire toute l'Afrique australe ».

Julien Dreux

*« Tous ! Ici ! Maintenant !  
La lutte incessante des militants  
anti-apartheid et la pression exercée  
sur les pays soutenant le gouvernement  
sud-africain commencent à porter  
leurs fruits »*

**MOUVEMENT OUVRIER**

**SYNDICALISME  
VIVANT !**

**D**EPUIS une bonne décennie, un syndicalisme indépendant a vu le jour en Afrique du Sud. Une entrée en lice qui dérange non seulement le pouvoir raciste, le patronat et les centrales pro-gouvernementales mais également les chantres de la « courroie de transmission ».

**E**N Afrique du Sud, tout ce qui touche à l'emploi et aux conditions d'embauche relève de l'ordre constitutionnel. L'apartheid offre ainsi la possibilité d'« optimiser » l'utilisation de la main-d'œuvre, en institutionalisant une flexibilité certaine : déportation de la population noire, regroupement en d'authentiques camps de travail, assignation à résidence, contrôle des déplacements, etc. Des années durant, deux centrales syndicales se sont partagées les tâches : le SACLA et la TUCSA.

**Des syndicats-maison**

**L**E South African Council of Labour (SACLA) était l'organisation afrikander, composée par conséquent des seuls Blancs, tandis que le Trade Union Council of South Africa (TUCSA) regroupait, à l'origine, aussi bien des Blancs que des Métis. Le TUCSA reste, aujourd'hui encore, une pièce maîtresse dans la stratégie impérialiste occidentale, dont le but est d'enca-

drer et de contrôler les travailleurs africains. Étroitement liée aux TUC britanniques et au mouvement syndical yankee, cet organisme a récemment tenté de contrer le syndicalisme noir naissant en lançant ses propres structures parallèles, spécifiquement réservées aux Noirs.

Une première brèche dans ce syndicalisme jaune fut ouverte, en 1955, avec la création du South African Congress of Trade Unions (SACTU). De tendance social-démocrate, la SACTU était étroitement liée à l'ANC, dominée par les nationalistes et le Parti Communiste Sud-Africain (PCSA). Elle dut passer dans la clandestinité en 1967 et, de fait, cette centrale n'existe plus depuis cette époque, malgré les diverses tentatives de l'ANC et du PCSA de la faire reconnaître comme la seule organisation représentative. En outre, le départ en exil, à Londres, de la direction de la SACTU a fini par la couper définitivement de la réalité sud-africaine.

*« Debout homme noir  
et remets ta casquette  
sur ton crâne meurtri.  
Regarde-le en face  
dans ses yeux bleus et froids  
et dis-lui ça suffit.  
J'ai supporté trois siècles  
C'est fini.  
Ne barguigne pas avec l'oppression.  
Le temps se fait court, vieux,  
Le temps presse, homme noir. »  
(DON MATTERA)*



## L'émergence d'un syndicalisme noir

Le développement industriel de la dernière décennie a modifié la composition sociale sud-africaine, en accroissant de manière notable le nombre de travailleurs du secteur secondaire. C'est dans leurs rangs et à partir de la grève de Durban en 1973 qu'un réel mouvement syndical noir a vu le jour. A tel point que, ces dernières années, l'ANC et la SACTU ont dû se rendre à l'évidence : un syndicalisme de classe existe bel et bien, mais hors d'eux, et elles ont été amenées à lui apporter leur soutien.

Divisé en une multitude de syndicats et de confédérations, parfois de type régional, le mouvement ouvrier noir est aujourd'hui essentiellement regroupé autour de deux centrales (la FOSATU et le CUSA) et de syndicats indépendants (comme le SAAWU, le GAWU et le NUM).

La *Federation of South African Trade Unions* (FOSATU) qui revendiquait 100 000 adhérents en 1983 en regroupe aujourd'hui près de 150 000. Elle est notamment implantée dans la métallurgie à travers le GAWU et dans l'industrie du papier et du bois avec le PWAUWU. Pour sa part, le *Council of Unions of South Africa* (CUSA) regroupait quelque 30 000 travailleurs exclusivement noirs en 1983.

Aux côtés des deux syndicats indépendants *South African Allied Workers Union* (SAAWU, implanté dans la région du Durban) et *General and Allied Workers Union* (GAWU, dans la région du Cap), un Syndi-

cat National des Mineurs (NUM) est apparu en 1983 et il revendique aujourd'hui 70 000 membres parmi les 480 000 mineurs d'Afrique du Sud.

Poussé par ce nouveau mouvement ouvrier mais également par la fraction progressiste du patronat, de 1979 à 1981 le gouvernement raciste de Prétoria a introduit une législation visant à la reconnaissance des syndicats noirs. Si ces derniers regroupaient 360 000 travailleurs en 1981, le nombre de leurs adhérents était passé à 545 000 deux années plus tard.

Ces diverses organisations mènent d'importantes actions débordant le cadre des luttes strictement économiques et ils mobilisent les travailleurs sur des thèmes comme le droit de grève, la liberté syndicale, la lutte contre le chômage ou les licenciements. Ce fut le cas en septembre 84 lorsque le NUM organisa la première grève générale d'envergure depuis 1946, touchant près de 40 000 grévistes de 7 mines d'or. Un mouvement qui se solda, comme à l'accoutumée, par des morts et des centaines de blessés.

Une grève générale, les 5 et 6 novembre dernier, dans la région du Transvaal fut suivie par quelque 100 000 personnes, dont 50 000 travailleurs et 400 000 lycéens et étudiants. Mais parallèlement à la répression policière classique lors de ces mobilisations, le nouveau mouvement ouvrier doit faire face aujourd'hui à une offensive patronale tentant de le museler ou, pour le moins, de l'amadouer. Ainsi, à la suite des deux jours de grève de novembre, dans l'entreprise de transformation du charbon en pétrole (la SASOL), 90% des

salariés ont été, purement et simplement licenciés. De même, entre août et décembre 1984, le GAWU a perdu 5% de ses effectifs (quelque 2 000 membres) suite à des licenciements massifs et on estimait qu'un bon millier de plus suivrait début 85...

La situation est devenue d'autant plus délicate qu'une division de plus en plus forte s'est faite jour ces deux dernières années, cristallisée aujourd'hui autour de deux pôles politiques et d'un rôle syndical.

## Lutte de classe ou front interclassiste ?

Les divers mouvements qui se sont succédés en 1983 contre le projet de réforme constitutionnelle ont donné naissance à deux formations de type politique : le Front Démocratique Uni (UDF) et le Comité du Forum National (FNC).

Créé en juin 1983, le *National Forum Committee* regroupe aujourd'hui quelque 200 organisations hostiles à toute alliance avec la bourgeoisie moderniste. Il se réclame, quant à lui, du socialisme.

La principale composante du *Forum National* reste l'AZAPO (organisation du peuple d'Azanie) créée en 1978.

Face à cette formation, en août 1983, était créé le Front Démocratique Uni regroupant aujourd'hui près de 500 organisations, allant des Blancs libéraux aux communistes en passant par divers secteurs de l'Eglise.

Enfin, le pôle syndical est formé par la FOSATU et le GAWU qui ont refusé de rejoindre l'une et l'autre des alliances politiques, repoussant tout interclassisme et souhaitant préserver l'indépendance syndicale. Une telle attitude n'a pas manqué de leur attirer les foudres stalinienne, l'UDF taxant ces syndicats d'« économistes », « ouvriéristes » et « sectaires » (sic !). Depuis plusieurs mois, le PCSA porte ses attaques aussi bien contre le *Forum National* que contre ces organisations syndicales accusées de dangereuse déviation gauchiste car elles se réclament de socialisme tout en liant lutte de classe et lutte de libération nationale. L'organe de presse du PC sud-africain expliquait, en effet, en automne dernier que :

« Nous avons affaire à une tentative d'imposer » la direction de la classe ouvrière. La tentative d'amalgamer la lutte de la classe ouvrière avec la lutte de libération nationale représente « le sectarisme par excellence ». Il s'offusquait de ce que la classe ouvrière soit « mobilisée non pas comme fer de lance de la lutte de libération contre l'oppression nationale, mais comme fer de lance pour 'une Azanie socialiste' (1) ! »

Pas plus en Afrique du Sud qu'ailleurs, les directions stalinienne ne veulent du socialisme. Nous le savions déjà, mais encore merci au PC sud-africain de nous le rappeler.

Paul Astin

(1) Azanie est le nom donné à l'Afrique du Sud par le mouvement de libération.



## TOM-DOM

# L'INDÉPENDANCE EST A L'ORDRE DU JOUR

**L'**UNION entre indépendantistes commence à se construire. Au début du mois d'avril, a eu lieu à Moule, en Guadeloupe, la conférence internationale des mouvements indépendantistes des TOM-DOM. L'initiative de la rencontre avait été lancée par l'UPLD (Guadeloupe) qui, désormais, avec le FLNKS, détient le leadership de la lutte contre le colonialisme français.

Si on ne peut que se réjouir de telles réunions, on se doit d'en souligner aussi les limites : seule une démarche commune en direction de l'ONU a été envisagée pour l'avenir...

Les contradictions et les limites auxquelles se heurtent tous les mouvements indépendantistes des TOM-DOM, expliquent à la fois l'originalité de la conférence mais aussi son demi échec.

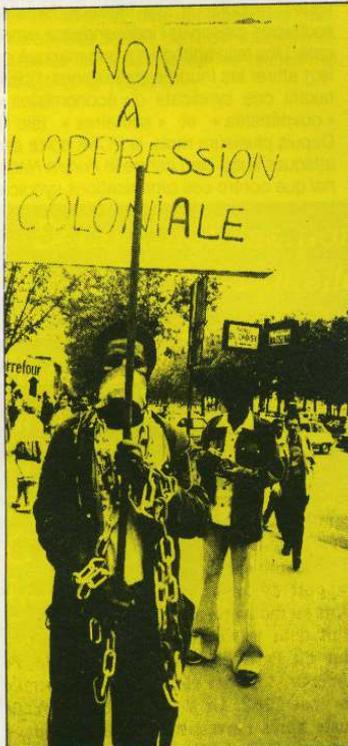
### SOUVENT PS VARIE...

Dés 81, le PS au pouvoir abandonne toute idée d'indépendance et choisi d'arracher à la droite sa domination électorale dans les TOM-DOM. Deferre reprend alors les vieux slogans paternalo-colonialistes et s'écrie : « Mais que deviendraient les Guadeloupéens livrés à eux-mêmes ?... »

La loi de décentralisation qui instaure des conseils régionaux dans les Dom permet ainsi à la gauche de devenir majoritaire à la Martinique, en Guyane et à la Réunion alors que les conseils généraux, dont les pouvoirs sont plus faibles, restaient à droite. Ces nouvelles institutions avaient aussi pour but d'intégrer, au maximum, les mouvements indépendantistes les plus « représentatifs ». Cette stratégie-là fut, elle aussi, couronnée de succès. Les partis « populistes » comme le PCR réunionnais ou le PPM de Césaire à la Martinique devinrent les véritables interlocuteurs du pouvoir central. Dans les TOM, le mode de scrutin permit aussi la même intégration. Ce fut le cas à Tahiti et en Nouvelle-Calédonie, pendant un temps.

Si la gauche est aussi bien assise, dans les TOM-DOM, que l'était la droite, il y a quelques années, les problèmes essentiels restent les mêmes. Ils ont même empiré avec la crise économique. Le chômage, dans toutes les régions, touche plus du tiers des actifs et les bidonvilles attestent de l'extraversion croissante de ces économies. Après les cultures de subsistance depuis longtemps disparues, c'est aujourd'hui au tour des

10



Pour beaucoup, « l'état de grâce » dans les TOM-DOM, a duré plus de deux ans. C'est la crise calédonienne qui a remis sur la table tous les problèmes de la colonisation française. Mais en 81, nombreux sont les indépendantistes qui ont cru, ou voulu croire, qu'avec les socialistes, c'était l'indépendance. Après tout, ces derniers ne l'avaient-ils pas inscrit sur leurs différents programmes depuis la Convention de Morne-Rouge en août 71...



Les gendarmes à Thio.

grandes plantations. Les capitaux se tournent désormais vers l'agro-alimentaire, le tourisme. Le plan Pisani ne prévoyait guère autre chose pour la Nouvelle-Calédonie. Et tous les secrétaires d'Etat qui se succèdent aux Caraïbes entonnent le même discours néocolonial.

L'accroissement de la misère rend encore plus effarant le cynisme de la gauche. Et même les mouvements d'opposition les mieux « intégrés » deviennent perplexes.

## LES DEÇUS DE LA DEPARTEMENTALISATION

**M**ALGRE sa force de séduction, la gauche métropolitaine n'a pu créer, nulle part, un PS crédible. Les syndicats liés à des centrales métropolitaines, comme l'USOENC calédonienne soutenue par la CFDT, sont trop compromis avec les attermolements gouvernementaux pour être crédibles. Certains élus politiques quittent même les assemblées territoriales jugées trop coloniales. Ceci est le cas des membres du LKS en Calédonie mais aussi de 2 militants du Parti communiste martiniquais écœuré devant « le retournement de veste du PC depuis 81 ». Les mouvements indépendantistes moins proches du pouvoir sont victimes aussi des mêmes déchirements. La « radicalisation » récente de l'UGTG guadeloupéenne, qui a organisé la conférence de Moule, en est la preuve. Ce syndicat indépendantiste regroupe en effet les travailleurs de la canne à sucre. Depuis des années il mène dans ce secteur des luttes très dures. Mais depuis 81, un certain attentisme était à l'ordre du jour. Ce sont cependant certains de ses militants qui squattent plus de 1 200 ha de terres dans le but d'enrayer le déclin de l'agriculture en diversifiant les plantations. La volonté de créer peu à peu une économie auto-centrée se fait ainsi jour, avec toutes ses limites. En tout état de cause, les événements calédoniens, ont permis un rapprochement entre les tendances plus nettement indépendantistes. Cependant, les exclusives demeurent.

Si les divers partis ou syndicats trotskystes implantés dans les TOM-DOM restent minoritaires et marginalisés, il n'en est pas de même pour l'USTKE, syndicat calédonien, composante du FLNKS, qui voit aujourd'hui ses luttes s'amplifier. Malheureusement, les structures réellement porteuses de socialisme restent encore minoritaires dans les TOM-DOM.

Et face à l'atomisation des mouvements indépendantistes, le pouvoir métropolitain a toujours eu beau jeu en brandissant soit la carotte soit le bâton. Les autonomistes guadeloupéens en savent quelque chose. Autant donc leur confirmer que le voyage de Joxe, chez eux, en juin aura lieu. Il y installera le SRPJ...

Claire Davidoff

# KANAKY DE PISANI A FABIUS

**A** PRES le plan Pisani, voici le plan Fabius. Le même, en couleur. L'essentiel y est toujours : l'extension de la base militaire de Nouméa et le référendum d'autodétermination, repoussé « avant la fin de l'année 87 » ...Entre temps une pseudo régionalisation se mettra en place. Le néocolonialisme est donc maintenu ; quant au problème essentiel, il sera légué à la droite. Et l'on dit que l'histoire ne se répète pas...

## LE NOUVEAU VISAGE DU COLONIALISME

**D**ÉCIDÉMENT les socialistes manquent d'imagination, ou plutôt sont d'indécrottables colonialistes. L'expérience de la SFIO n'a guère servi. Les voilà imaginant le découpage de la Nouvelle-Calédonie en quatre régions coiffées par un « Congrès » élu à la proportionnelle. Toutes ces structures seront en place si le scrutin qui aura lieu en août le confirme. La droite caldoche après un léger flottement en accepte le principe. Le FLNKS, quant à lui, décidera de sa position lors de son congrès d'Hienghène, en cette fin du mois de mai.

Sans vouloir anticiper sur les décisions de celui-ci Djibaou leader de l'UC, principale composante du front, semble s'acheminer lui-aussi vers l'acceptation du projet régional. C'est ainsi qu'il déclare que ce système permettra de « disposer d'outils plus directs d'administration et aussi de possibilités d'investissements qui sont tout à fait nouvelles. »

## LE SYNDROME ALGERIEN

**P**OUR le FLNKS, s'il accepte la participation à la gestion du territoire les risques, notamment d'éclatement sont importants. En effet, la concurrence entre les partis, à l'heure actuelle composants le Front, peut s'avérer très vive et surtout néfaste au but commun : l'indépendance. Et il sera d'autre part difficile à un pouvoir calédonien dans lequel les caldoches auront un poids certain de voter des mesures en faveur d'un auto-centrage de l'économie calédonienne. Cependant l'existence de certains syndi-

cats indépendantistes comme l'USTKE, très implanté dans le port de Nouméa et dans le commerce, peut aider le Front à infléchir davantage la situation économique. Mais tout ceci suppose que les caldoches acceptent de jouer le jeu. Et ça c'est impossible.

## DU DEJA VU

**D**ANS le plan Fabius, il y a aussi autre chose, l'essentiel : l'extension de la base militaire de Nouméa. En même temps que Pisani palabrait pour la énième fois avec le FLNKS, Hernu, à bord d'un sous-marin atomique débarquait en Nouvelle-Calédonie. C'était une façon de rappeler que, quel que soit le résultat du scrutin d'août, la France maintiendrait ses bases (nucléaires) dans le Pacifique. Les anti-nucléaires de la zone Sud sont donc fixés. L'implantation directe française sera maintenue. Le désaccord du FLNKS, sur ce point, est total. Il constitue même un ciment qui lie toutes les composantes du Front.

Mais pour les caldoches, l'installation du port est la garantie du maintien des intérêts français et donc de leurs prérogatives. Sûrs de leur « bon droit » ils peuvent se lancer dans un processus « à la rhodésienne »

## LA "CHASSE AU CANAQUE"

**D**ÉPUIS des mois, les caldoches, avec à leur tête les Lafleur et autre Larroque, se sont jetés dans un engrenage terroriste. Secondés par les gendarmes locaux qui dévastent les tribus, ils peuvent s'avancer sans trop de crainte : depuis des mois ce sont essentiellement des Canaques qui sont tués et dans les prisons on ne trouve que des autochtones. Quant aux trois membres du Front Calédonien expulsés du territoire il y a quelques mois, ils restent toujours introuvables... Le soutien, de fait, du gouvernement français aux « petits et gros » blancs reste l'élément essentiel de la situation. Au-delà de tous les subterfuges juridiques, c'est une dynamique de guerre coloniale qui est en marche en Nouvelle-Calédonie.

Claire Davidoff

SOLDATS

## SOUS L'UNIFORME... LA RÉVOLTE !

**L**E 4 mai à Bonn au Sommet Economique Alternatif, 8 soldats français en uniforme sont montés à la tribune pour dénoncer la logique militariste des socialistes et réclamer le retrait des troupes françaises stationnées en R.F.A. et en Nouvelle-Calédonie. Cette déclaration, la voici. Contre le colonialisme, le quadrillage kaki et l'ordre économique mondial, que des milliers d'autres fleurissent.

**E**N tant que soldats d'un pays impérialiste, nous devons venir ici pour saluer cordialement Jean-Marie Tjibaou. Et soutenir avec vous réunis, le juste combat du peuple kanak pour son indépendance, la suppression des ghettos, l'obtention immédiate du statut politique pour tous les prisonniers indépendantistes, l'appropriation des terres et des richesses naturelles par les populations indigènes, le refus de toute base militaire et la fin des essais nucléaires dans le Pacifique Sud.

### Le prix du capitalisme c'est la famine

**O**R, précisément, ces légitimes revendications kanaks contraignent l'ordre colonial ou néocolonialiste de nos pays industrialisés. Le système économique ne saurait se maintenir sans l'exploitation des pays

du Tiers-Monde sous forme de génocide, d'ethnocide et d'écocide. Le prix du capitalisme, en temps de paix, se mesure à la famine de l'hémisphère sud et à la dévastation de la nature sur le globe entier. Cette logique est implacable, indépendamment d'ailleurs, de ceux qui nous dirigent. Socialistes ou sociaux-démocrates là, conservateurs ou libéraux ici.

Ainsi, en France, Mitterrand, comme avant lui Giscard, s'est aventuré au Tchad pour maintenant s'enliser en Nouvelle-Calédonie. Sept mille représentants des forces de l'ordre stationnés dans ce pays rappellent la réalité du colonialisme français. Ainsi, en République Fédérale, la paternité de Schmidt pour la doctrine de la double résolution de l'Otan et la supervision par Kohl de l'implantation des Pershings et Cruise missiles. Cinquante mille soldats français basés en Allemagne, remémorent l'intégration de la France dans les projets de guerre de l'Otan.

### Rompre avec la logique de la Terreur

**C**ETTE complicité militariste de tous les partis et politiciens établis ne peut se comprendre que par la puissance des intérêts financiers et la force des lobbies militaro-industriels. Nous devons rompre avec cette logique de la terreur. Aussi disons-nous non au colonialisme, non à l'ordre économique mondial.

Mais en Europe même, un nouveau danger se pointe à l'horizon. Les militaristes veulent transformer notre continent en une troisième puissance mondiale. Le coq gaulois voit sa cousine germanique comme une poule aux œufs d'or. Après, les coproductions franco-allemandes de fusées Milan, d'avions Transall, d'hélicoptères anti-chars, Paris courtise Bonn pour des satellites d'espionnage et son projet Eureka. Les préparatifs de ce mariage se profilent sous le chapiteau de l'Union Européenne Occidentale. Alors dès maintenant, disons ensemble non à l'UEO, non à une troisième puissance mondiale.

### Commençons par nous-mêmes

**N**OUS refusons de contribuer à la confrontation entre les blocs. Aussi sommes-nous également venus à Bonn en uniforme français pour réclamer avec les populations des deux Etats allemands, une politique de paix et de désarmement. Nous, soldats français de la Force de Frappe, nous voulons la dénucléarisation de l'Europe. Nous exigeons le retrait des troupes étrangères, qui même stationnées dans un pays ami, sont des troupes d'occupation. Alors commençons par nous-mêmes. **DEHORS LES TROUPES FRANÇAISES DE NOUVELLE-CALEDONIE. DEHORS LES TROUPES FRANÇAISES D'ALLEMAGNE.**

12



PRISONS

VIVRE LIBRES OU POURRIR !

*Pour en finir avec la mort lente qu'est l'incarcération.*

**L** A répression a, pour un temps, étouffé le cri des prisonniers révoltés. Non le scandale des prisons, infâmes pourrissoirs où survivent, désespérés, des hommes privés de tout droit.

QUAND c'est insupportable, on ne supporte plus : des milliers de voix ont, depuis les toits de bien des prisons, hurlé cette évidence à la face d'une population majoritairement indifférente à leur sort. Tout le monde s'y attendait. Et Badinter redoutait semblable mouvement depuis son arrivée place Vendôme. Incapable de le prévenir, l'ex-avocat n'a pu que tenir le langage d'un ministre. Et identique à celui de Lecanuet en 74 : rien n'est « possible dans l'agitation et sous la pression... Beaucoup a été fait... L'ordre doit régner ». Le langage et la pratique d'un ministre. Moderniste mais non moins répressif : un mort, des blessés par dizaines, gazés, matraqués, tabassés ; de supposés « meneurs » jetés au mitard, dispersés ; des tranquillisants administrés à haute dose... « L'ordre doit régner ».

**3 dans 8 mètres carrés**

RIEN n'a vraiment changé dans les prisons depuis les mutineries qui, en 1974, avaient fait onze morts... et provoqué de menues réformes. Rien de fondamental : ni l'humiliation constante, les brimades et les vexations, ni les conditions d'hygiène et l'absence de soins véritables, ni l'inactivité, la dépendance et la promiscuité insupportables n'avaient disparu. Si, un changement à signaler : le nombre d'incarcérés bat tous les records : 44 467 détenus pour 32 500 places, au 1<sup>er</sup> mai.

A Fleury-Mérogis, mégapole carcérale d'où est parti le mouvement, 5 052 détenus pour 3 397 places. A Montpellier, 237 pour 77 places, à Nice, 700 pour 280. A Bois d'Arcy, prototype d'établissement moderne inauguré voici cinq ans, avec barrières infrarouges, système vidéo et radars de contrôle, 1 450 détenus pour 572 places ! La cote d'alerte est depuis longtemps atteinte. « 3 dans 8 mètres carrés, y en a marre. Des grâces en plus. Liberté ! », portaient des affichettes collées aux fenêtres-hublots des paquebots pénitentiaires (de modernes galères ?) de Bois d'Arcy.

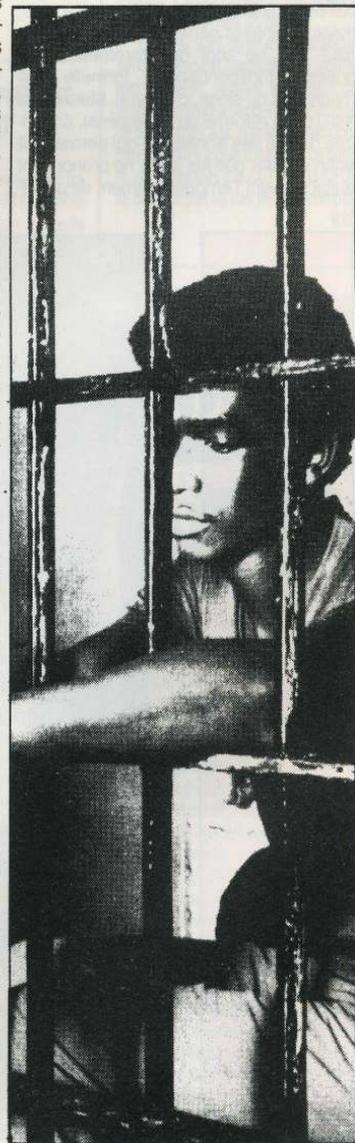
Aux protestations contre les supplices de l'entassement s'ajoutent des revendications précises : augmentation du temps de parloir, meilleure répartition des promenades, gestion du foyer par les détenus, un « meilleur respect » (sic) de la part des gardiens (Auxerre, le 12 mai). D'autres, qui ont signé leur manifeste « Les meneurs de Fleury-Mérogis », demandent « deux débats avec les responsables politiques. L'un pour que soient dénoncées les vraies raisons de l'aggravation des peines, l'autre pour que tous ceux qui ont été gravement condamnés soient équitablement rejugés et que soit mis fin aux détentions préventives. » Demande de grâces, reconnaissance de leur syndicat récemment créé, suppression du mitard et du prétoire, ce tribunal d'exception interne à la prison, les exigences mises en avant varient d'un établissement à l'autre. Non les causes profondes de la révolte : l'enfermement.

La rage de détruire tout ce qui porte la marque de la dépendance carcérale s'est parfois exprimée. Hurllement de désespoir autant que cri de colère, l'extériorisation du ras-le-bol des prisonniers s'est pourtant souvent traduite par une violence contenue et retournée contre eux-mêmes : suicides (58 en 1984 et 4 en une seule semaine de révoltes, en mai), mutilations collectives, pillage des barbituriques de l'infirmerie... Pour en finir avec la mort lente qu'est l'incarcération.

**Dernier avertissement ?**

NUL n'a jamais cru Badinter susceptible de répondre à ce slogan par trop oublié : « Ouvrez les prisons, fermez les asiles ! ». Nul d'entre nous n'a jamais cru, non plus qu'une dose de social et d'éducatif en plus modifierait la nature et la fonction de l'univers carcéral. Même réformé et transformé autant que puisse l'imaginer un politicien libéral, la prison restera un lieu d'enfermement insupportable, étranger au droit et à la vie. En un mot, intolérable.

Le Garde des sceaux, qui se disait autrefois convaincu du caractère « émine-



ment criminogène » de la prison, s'est révélé à la fois impuissant à contenir ce qu'il nomme pudiquement « l'inflation carcérale » et incapable d'améliorer la vie quotidienne des victimes de cette machine à fabriquer des délinquants. Beaucoup de mini-réformes annoncées en décembre 1982 n'ont toujours pas été réalisées. Faute de moyens, il est vrai ; faute de volonté politique, aussi, face à un lobby pénitentiaire ultra-réactionnaire et à une opinion friande de mesures liberticides... pour les autres, l'autre, « le » différent. Le ministre se heurte, bien sûr, au conservatisme (doux euphémisme) des magistrats, partisans acharnés de tout carcéral : sévérité accrue des tribunaux, réduction des libérations conditionnelles, raréfaction des remises de peine et des permissions de sortie. Le prétendu « laxisme » de la justice a plus que rempli les prisons. Et les peines de substitution (saisie de véhicules, travaux d'intérêt général), préconisées en haut lieu, ne sont que rarement appliquées. « Indépendance » formelle des magistrats du siège, c'est vrai. Mais qu'en est-il de la réforme du code pénal, annoncée depuis des années, et qui permettrait enfin d'éviter que les juges ne prononcent aussi souvent l'emprisonnement de préve-

nus, non condamnés et donc légalement présumés innocents ? Qu'en est-il aussi de la création du tribunal de l'application des peines, décidée voici deux ans ? Prétoire, mitard, tabassages et brimades, l'arbitraire des matons peut s'exercer sans limites sur les 100 000 personnes qui, chaque année, s'entassent dans ces infâmes bastilles de l'ordre.

Récemment promise, la simplification de certaines procédures pénales destinée à réduire le nombre et la durée des détentions apparaît, dans la situation actuelle, terriblement dérisoire. Les ambitions libérales autrefois proclamées ont fait long feu. Faute de s'être donné les moyens d'entreprendre, dès 1981, des changements significatifs, les socialistes sont aujourd'hui apeurés par le climat sécuritaire qu'ils ont contribué à créer. Acculés à choisir entre quelques voix électorales de plus et des mesures urgentes d'importance, ils ne peuvent plus guère continuer à temporiser, à se dérober devant l'exigence des prisonniers qui paient chèrement le prix de l'échec gouvernemental. « L'ordre doit régner », a tranché le ministre. Jusqu'à la prochaine explosion ?

**Patrick Bertrand**

## IL EST DES CRIMES QUI PAIENT...

**O**N ne dira jamais assez combien l'enfermement ne frappe qu'un seul type de délinquance : la plus spectaculaire, celle qui est le fait des couches sociales les plus exploitées (88,6 % des détenus ont un niveau d'instruction égal ou inférieur au certificat d'études primaires).

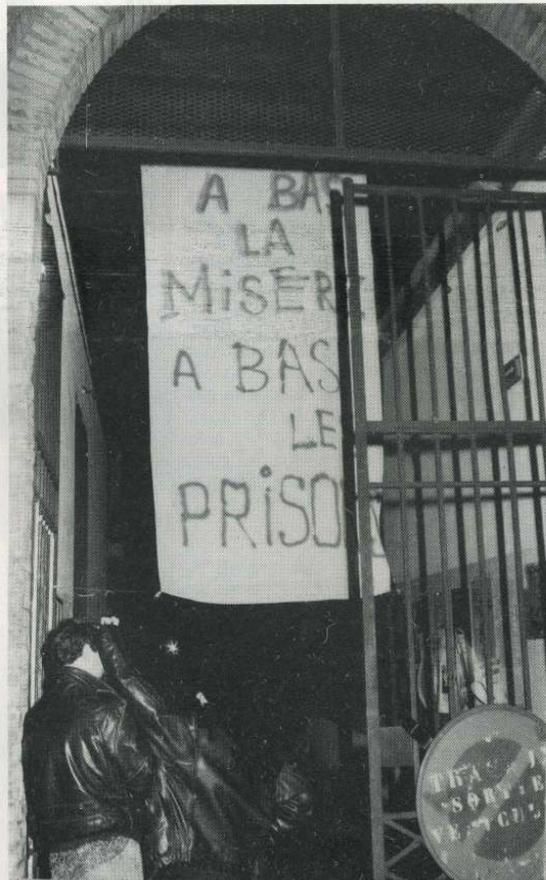
Le très officiel « Centre de recherches sociologiques sur le droit et les Institutions pénales » (CESDIP) a, il y a peu, publié un rapport sur « les coûts du crime en France » portant sur les années 1980, 1981 et 1982. Les chiffres communiqués dans cette étude sont pour le moins éloquentes. Et accablants pour la bourgeoisie, qui jouit de l'impunité, comme pour les autorités politiques et judiciaires, qui ferment les yeux sur la délinquance dite « en col blanc » et continuent de s'acharner sur les auteurs de menus méfaits sans grande incidence financière.

En 1982, les vols dans les grands magasins ont ainsi « coûté » 600 millions de francs, les vols de voitures et motos 2,4 milliards, les autres vols 2,1 milliards. Parallèlement, les escroqueries et abus de confiance connus ont, eux, représenté 5,2 milliards et les « entorses » à la réglementation sur les changes et douanes, 5,5 milliards. Les seuls détournements d'impôts, qui se traduisent inévitablement par un surplus à payer pour les salariés qui ne peuvent frauder le fisc, ont, quant à eux, atteint la coquette somme de 86,45 milliards de francs ! Cette fraude est même quatre cents fois (oui, 400 fois) supérieure au montant des hold-ups et agressions à main armée...

Seule réprimée, la criminalité du « bas peuple » profite largement aux technocrates et marchands honorables. Le chiffre d'affaires des secteurs privés spécialisés dans la « protection » des biens et des personnes (?) connaît une expansion considérable. Pour la seule année 1982, 2,1 milliards sont revenus aux officines de gardiennage et transport de fonds, 1,8 milliard aux entreprises fabriquant des systèmes d'alarme et 12,9 milliards aux assurances. A quand la création de prisons privées, créées et gérées par des entreprises ? Il en existe déjà plusieurs dizaines aux Etats-Unis.

14

**POUR EN FINIR AVEC LA MORT LENTE  
QU'EST L'INCARCÉRATION**



## LIVRAISONS

Ils ont osé. Osé fermer les frontières aux migrants, refouler des immigrés, expulser des militants, extraditer des hommes et des femmes poursuivis par la justice de leur pays. En politiciens soucieux de préserver la sensibilité humaniste de leur électorat traditionnel, les gouvernants socialistes y mettaient jusqu'alors les « formes ». A la duplicité succède désormais une pratique dérivant vers la mise en place de l'espace judiciaire européen cher à Peyrefitte.

Peu importe aux autorités politiques françaises que des Basques, livrés aux flics espagnols, et présentés à Paris comme « coupables de crimes de sang » soient acquittés à Madrid par une juridiction d'exception. Peu leur importe de respecter leur propre légalité. Par deux fois, ces dernières semaines, nos gouvernants viennent de montrer jusqu'où pouvait aller le reniement de principes autrefois affichés. Après les Basques, des Italiens et une Allemande...

Pour la première fois depuis 81, le gouvernement français a expédié manu militari deux militants italiens d'extrême-gauche vers des terres lointaines : le Burundi. Le matin même de leur expulsion, la chambre d'accusation venait de prononcer la mise en liberté de l'un des deux. Ni Enrico Fedele, ni Gianni di Giuseppe n'ont eu la possibilité de comparaître devant la commission d'expulsion assistés de leurs avocats. La procédure était expéditive, et même au mépris de la loi votée le 29 octobre 1981.

Plus odieux s'il se peut. Magdalena Kopp a, le jour même de sa sortie de prison, été enlevée par des policiers français, conduite à la frontière allemande et livrée à leurs collègues d'Outre-Rhin. La supposée « amie de Carlos » n'était pourtant nullement inculpée par la justice de son propre pays. Au grand dam des flics du BKA qui, faute d'éléments pour l'arrêter, durent se contenter de lui faire subir des interrogations répétées.

Les textes de loi français, les conventions européennes donnaient à Magdalena Kopp le droit de choisir, après un délai de réflexion, son pays d'accueil. L'excès de zèle des sbires du ministère de l'intérieur fut « justifié » par un motif qui aurait pu, en d'autres circonstances, paraître désopilant : avant son emprisonnement en France, l'Allemagne était démunie de tout papier d'identité ; l'entrée dans tout autre pays que la RFA lui aurait été sans doute refusée... CQFD. Fini même le respect des apparences. Collaboration des polices et atteintes au droit d'asile vont croissant. Dans l'indifférence presque générale. Il existe cependant un comité contre les extraditions politiques. Son adresse : Antoine Comte, 48 bis, rue de Rivoli. 75004 Paris.

M.A.

## « ARTICLE 31 »

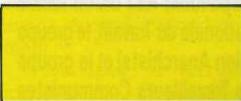
En juin 1984, le Front National obtenait 11 % des voix lors des élections européennes. Dès lors, divers militants de gauche et des journalistes indépendants spécialisés constituaient une équipe afin d'apporter des éléments d'information et de réflexion sur les activités de l'extrême-droite, ses liens avec la droite traditionnelle, ses diverses composantes, leurs stratégies et leurs buts.

Depuis septembre dernier, « Article 31 » paraît mensuellement offrant, à chaque livraison, un bilan des activités du Front National mais aussi des anecdotes sur les autres composantes (PFN, MNR...) une présentation de l'extrême-droite dans un pays différent (Suisse, Grèce, Belgique...). Enfin chaque numéro s'achève sur une tribune libre accordée à une organisation ou un mouvement, lui permettant d'expliquer son propre point de vue sur la montée de Le Pen.

Bien documentée, alimentée par divers collectifs locaux, l'équipe d'« Article 31 » fait un travail sérieux, indiscutablement nécessaire, évitant les écueils réductionnistes sans pour autant noyer l'essentiel.

J.D.

• « Article 31 » C/° SEP, 1, rue Keller, 75011 Paris (abonnement : 10 numéros - 150 F).



## LE RETOUR DE L'OMBRE

Si certains, à droite, réclament, aux côtés de Le Pen, l'expulsion des immigrés, d'autres, à gauche, passent déjà aux actes.

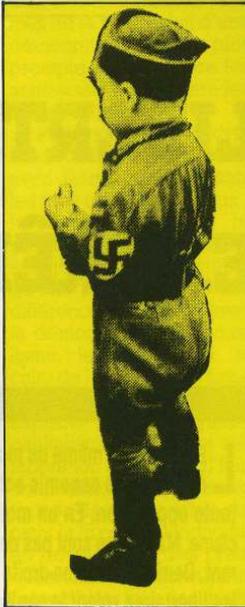
Dès le printemps 83, une commission interministérielle mettait au point un plan visant à l'expulsion de 20 000 immigrés par an. Pour ce faire, le gouvernement a approuvé la création de véritables camps, pudiquement appelés « centres de rétention ».

Comme onze autres villes de France, Toulouse possèdera le sien, aux portes de l'aéroport de Blagnac.

Tout étranger pris par la police et démuné d'une carte de séjour dûment validée, sera transféré immédiatement, dans l'un de ces camps. Après décision d'une justice pour le moins expéditive, il sera expulsé avant son 7<sup>e</sup> jour de rétention.

S'étant déjà fait largement l'écho du discours sécuritaire, le gouvernement socialiste surenchérit aujourd'hui en désignant les immigrés du doigt, les présentant par là même, à mots couverts, comme responsables (en partie du moins) du chômage et de la précarité de l'emploi. Il prend ainsi la responsabilité d'une accentuation de la xénophobie, après avoir facilité la montée de Le Pen pour mieux diviser la droite. Jusqu'où iront ces apprentis-sorciers ?

P.A.



## UN SYNDICAT « DIFFERENT » DISPARAIT

Le syndicat autogestionnaire des travailleurs des centres de tri PTT du Rhône (S.A.T.) vient de se dissoudre à la suite

d'une A.G. extraordinaire.

Ce syndicat avait 6 ans d'âge et était composé de militants exclus ou écœurés par les pratiques, notamment de la CFDT. En ce sens, il était proche du Syndicat des banques et de celui d'Usinor-Dunkerque.

Depuis sa création, son audience auprès des travailleurs avait augmenté. Son fonctionnement démocratique et les luttes menées étaient à la base de son succès. Mais depuis le début, la répression contre lui n'avait pas cessé. L'administration des PTT, forte d'indifférence des syndicats « institutionnels », avait multiplié blâmes, sanctions, mutations envers des militants du S.A.T.

La dernière manœuvre patronale a sonné le glas. Le tribunal administratif a refusé la représentativité du S.A.T. dans les centres de tri du Rhône. C'est ainsi que « le S.A.T. qui n'a pas vocation d'organisation « souterraine » et marginale a décidé d'arrêter ses activités. »

La fin du S.A.T. ne peut laisser aucun militant syndical oppositional indifférent. En effet, pendant longtemps ce type de structure a semblé être une porte de sortie face aux syndicats traditionnels. Et s'il n'y a plus d'issue de ce côté-là, les opposants à la CGT ou à la CFDT ne peuvent pas ne pas en tenir compte.

V.M.



## LES 6 JOURS DU LIVRE ANARCHISTE

La librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris, métro République) organise une semaine de débats sur le livre anarchiste du 17 au 22 juin. Cette semaine se déroulera en deux temps : une émission sur Radio-Libertaire, un débat le soir même à la librairie. Durant toute une semaine, la librairie du Monde Libertaire se mettra aux couleurs des sujets traités : expo, vente promotionnelle...

Voici le programme de ces journées : **Lundi** : « Le lexique de l'anarchie », ouvrage écrit et publié par le groupe du 3<sup>e</sup> arrondissement de Paris de la Fédération Anarchiste.

**Mardi** : « L'édition, la diffusion de l'écriture libertaire » avec la participation de : Lettres Libres, Alexandre Skirda, Editions du Monde Libertaire, Editions groupe

Fresnes-Antony.

**Mercredi** : « Panorama sur les revues libertaires », avec la participation de : Agora, I.R.L., La Rue, Volonté Anarchiste, Le Magazine Libertaire.

**Jeudi** : « Coup d'œil sur l'histoire du mouvement libertaire allemand » à l'occasion de la sortie de la brochure de Rudolf Rocker « Anarchisme et organisation » publiée par les éditions Spartacus.

**Vendredi** : « Les luttes de libération nationale. Régionalisme, tiers-monde, colonialisme... » à partir de la brochure sur ce thème du groupe Louise Michel de la Fédération Anarchiste.

**Samedi** : « Rétrospective des luttes ouvrières et libertaires de l'entre-deux guerres », Maurice Joyeux se souvient, il raconte le parcours du jeune militant ouvrier anarchiste qu'il était. « Mémoire d'un anarchiste », éditions du Monde Libertaire.

## DES LIBERTAIRES FACE A L'EXTRÊME-DROITE

### Comment expliquez-vous la montée de l'extrême-droite ?

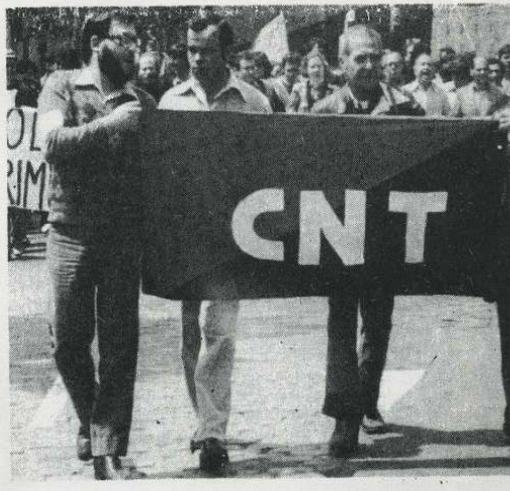
**L**CNT : La crise économique que nous traversons, par divers mécanismes confluents, explique certainement la percée politique de l'extrême-droite. Par manque de place nous ne retiendrons que trois hypothèses, dont l'une engage notre responsabilité en tant que militants révolutionnaires.

- Pour conjurer les menaces de chambardements sociaux que la crise porte en elle, une partie de la population (privilegiée ou se croyant telle) se crispe sur les positions les plus conservatrices. En fait, la crise ne fait à ce niveau que permettre l'expression sur un mode politique de tout un courant de droite existant à l'état de latence et émergeant aux périodes difficiles (ex : les manifs revanchardes de l'après-mai 68 avec ses millions de personnes scandant « La France aux Français »). L'important travail idéologique entrepris par l'extrême-droite depuis une quinzaine d'années a permis à cette vieille droite de se couvrir d'un vernis moderniste et de lui faire oublier la mauvaise conscience de ses crimes passés.

- Confrontée à la crise, la gauche a vu en quelques mois l'ensemble de ses valeurs s'effondrer, à peu de choses près. Le plus souvent, cet effondrement est consécutif à son incapacité (pour ne pas dire plus)

à mettre en œuvre son propre programme politique. La droite et l'extrême-droite n'ont plus eu qu'à se donner le mal d'occuper le terrain laissé libre.

- Tout ceci ne nous permet pas d'éluider la responsabilité, réelle quoiqu'à un



moindre degré, du mouvement libertaire. Nous payons de la sorte les grossières erreurs politiques de ces dernières années qui, à travers le papillonnement des militants, d'organisations syndicales « représentatives » en groupuscules

à mettre en œuvre son propre programme politique. La droite et l'extrême-droite n'ont plus eu qu'à se donner le mal d'occuper le terrain laissé libre.

sans avenir, ont abouti à faire perdurer l'émiettement du mouvement et n'ont pas permis de mettre en place une réponse adaptée à la crise : c'est-à-dire la construction d'une organisation syndicale de masse et de classe sur un programme clairement libertaire.

### F.A. : Une des principales causes de la montée de l'extrême-

droite est l'aggravation de la crise économique qui provoque, avec l'augmentation du chômage, une certaine « insécurité » économique. Des conditions analogues avaient présidé à la montée du fascisme et du nazisme. Ce type de situation entraîne d'une part des réflexes primaires de peur et repli sur soi, sur sa communauté, qui expliquent l'émergence d'un courant nationaliste et raciste ; d'autre part la croyance aux solutions miracles proposées par des guides providentiels (cf le succès dans l'opinion publique de l'équation aussi simpliste que fausse : « 3 millions de chômeurs = 3 millions d'émigrés, donc pour supprimer le chômage, expulsons les immigrés » !).

Mais si la crise fournit un bon terrain à l'extrême-droite, certains thèmes développés à droite comme à gauche sont pour elle un fumier de choix : les politiciens dans la campagne électorale permanente qu'ils mènent développent à l'envi les thèmes démagogiques de l'insécurité (alors que les prisons n'ont jamais été aussi pleines...) en l'amalgamant au mythe des



seuils de tolérance et de dangerosité des immigrés en trop grand nombre. Les mesures prises par le gouvernement socialiste contre le regroupement familial, pour l'expulsion des clandestins, donnent une certaine légitimité à ces thèmes et favorisent la xénophobie et le racisme.

Des raisons « tactiques » expliquent la popularité de l'extrême-droite. C'est la gauche qui à partir de 1981 a donné un large accès aux médias au Front National sous prétexte de démocratie. En fait, pour nos gouvernants c'est clair : plus l'extrême-droite est forte, plus elle affaiblit la droite classique (les seuls concurrents sérieux de la gauche) surtout dans une optique proportionnaliste.

**U.T.C.L. : La toile de fond des succès électoraux de Le Pen,** c'est la crise. Crise économique, avec le chômage, la baisse des salaires réels, l'exacerbation des tensions Est-Ouest, les dérègles financières du Tiers-Monde.

Mais aussi la crise du mouvement ouvrier, confronté à la division, à la désyndicalisation. Ce phénomène s'est accéléré avec la perte d'illusions sur le projet de transformations sociales de la gauche. Au mythe du gouvernement du changement ont succédé les restructurations et leurs cortèges de licenciements et de baisse des salaires, les thèmes sécuritaires et anti-immigrés.

C'est sur ce terrain que se sont bâtis les succès électoraux de Le Pen : acceptation de la crise, volonté d'en découdre avec les syndicats, expulsions d'immigrés comme « solution » à la crise. Toutefois, jusqu'à aujourd'hui, l'extrême-droite ne s'est

pas montré capable de dépasser son succès électoral en mobilisant dans les entreprises, en organisant les chômeurs...

### Quelles actions avez-vous menées contre cette montée de l'extrême-droite et quelle stratégie globale pensez-vous qu'il faudrait développer ?

**C.N.T. : Les réponses à ces questions découlent bien évidemment de ce que nous avons énoncé précédemment :**

- Occuper le terrain idéologique, soit directement (rôle de la presse...) soit en appuyant les organisations dont c'est le rôle spécifique (organisations de défense des droits de l'Homme par exemple),

- et surtout, continuer de mettre en place une confédération syndicale susceptible de connaître un développement de masse sur des bases claires.

**F.A. : Les actions que nous avons menées sont de plusieurs**

ordres. Notre groupe a participé et appelé à participer aux manifestations organisées par des collectifs contre Le Pen (à Toulouse, le SCALP). Nous avons mené campagne par voie d'affiches, de tracts, dans notre feuille périodique « Révolte » contre le racisme et les mesures anti-immigrés, nous avons dénoncé la propagande xénophobe et raciste de Le Pen. Nous avons diffusé au travers de notre journal « Le Monde Libertaire » un certain nombre de textes de réflexion contre le racisme et sur les dangers

de l'extrême-droite. Nous participons enfin au soutien actif des antifascistes victimes de la répression d'une démocratie toujours plus prompt à sévir contre les antifascistes que contre les ratonneurs racistes.

Pour combattre l'extrême-droite il faut dénoncer avec fermeté ses aspects les plus criards et odieux : la xénophobie et le racisme. Mais il faut aussi attaquer les éléments qu'elle partage, avec des différences de niveau, avec la démocratie : le nationalisme, le centralisme, le culte de l'élite et de la force (armée et police) et ses aspects économiques : capitalisme sauvage et collaboration de classe. Il faut enfin dénoncer toutes les formes de totalitarisme qui nient la liberté et l'individu, en développant des pratiques anti-autoritaires pour rassembler tous les hommes et les femmes épris de liberté.

**UTCL. : Il ne sera possible d'enrayer réellement la montée**

du fascisme qu'en donnant du crédit à un projet de sortie de crise qui ne se fasse pas au détriment des travailleurs, des jeunes, des chômeurs, des immigrés. Dans les entreprises par des mobilisations autour de la lutte pour la réduction du temps de travail, contre les inégalités, contre la baisse des salaires et la précarité de l'emploi. Dans les quartiers par l'organisation, des immigrés contre les expulsions, les discriminations racistes, par l'organisation des chômeurs.

Les manifestations anti-Le Pen peuvent être des moments forts d'une mobi-

lisation large. Mais le soutien à des comités de chômeurs, à des associations de Beurs ou à des mouvements comme Convergence 84 ancreront plus solidement les bases de mobilisations efficaces contre la réaction dans la société française.

L'organisation des immigrés, des chômeurs, des travailleurs, dans les quartiers et les entreprises pourra permettre une remise en cause globale de la société capitaliste. La lutte anti-fasciste peut être un moyen, si elle se limite à des dénonciations ou mobilisations ponctuelles, pour aller dans le sens d'une « union sacrée » et maintenir les inégalités sociales, les aliénations de la vie quotidienne et du travail.

L'UTCL veut promouvoir cette logique d'organisation à la base et de mobilisation. En participant aux luttes dans les entreprises, en pesant pour que les organisations syndicales soient porteuses de perspectives pour les salariés, les jeunes, les chômeurs.

En participant aux mouvements comme Convergence 84, aux initiatives de soutien aux Kanaks, aux luttes contre les expulsions et les fermetures de frontières. En participant aux mobilisations anti-Le Pen, et en s'efforçant d'en faire des mobilisations unitaires : ainsi les 13 octobre 83, 5 juin 84 et 5 mars 85 à Toulouse.

Enfin, les militants de l'UTCL construisent une organisation pour définir ensemble une telle stratégie, se donner le maximum de moyens pour l'appliquer et pour proposer des débouchés politiques, à travers un projet de société communiste libertaire.

17



**BRESIL**

## L'APRÈS-TANCREDO

*Dans le dédale des alliances et trahisons politiciennes, le pouvoir brésilien prépare ses armes contre la classe ouvrière.*

**D**EPUIS le coup d'état de 1964, les successions à la tête du pays ont toujours représenté des moments d'incertitude et de tension qui mettaient en relief les divergences jusqu'alors latentes. Bien qu'ayant connu quelques variantes, les scénarios relatifs au choix du candidat à la présidence n'ont guère changé.

### FABRICATION D'UN CANDIDAT

**T**OUT d'abord, en coulisses, se déroule un processus conflictuel visant à déterminer le nom que le parti officiel doit consacrer. Ce processus s'effectue toujours au sommet de l'appareil militaire où une place, petite, est réservée néanmoins à certains civils.

Puis, le parti officiel PDS (Parti Démocratique et Social) lors d'une convention, choisit le candidat. « L'élection » sera ensuite entérinée par le collège électoral dans lequel ce même parti est majoritaire.

La situation du PDS dans la période pré-électorale permet de mieux comprendre comment le candidat de l'opposition a pu être élu. Déjà, en 1974, lorsque les militaires organisèrent des élections partiellement « libres » dans le but d'institutionnaliser le régime, des milliers d'électeurs votèrent pour les partis d'opposition. Lors des élections législatives de novembre 1982 le succès de l'opposition est encore plus flagrant. Mais cette fois l'enjeu est bien plus important et les électeurs ne s'y trompent pas. L'opposition obtient alors la majorité des sièges à la Chambre et accède aux gouvernements des principaux états. Tous ces nouveaux élus feront donc partie du collège électoral. Le PDS ne peut nier cette nouvelle réalité au moment de faire son choix.

**L**E 15 janvier 1985, le candidat de l'opposition Tancredo Neves est élu président. Certains brésiliens espéraient que le fameux slogan « Muda Brasil » (Que le Brésil change !) deviendrait dès lors, pour eux, une réalité. Mais voilà, Tancredo n'est plus et c'est son vice-président José Sarney qui le remplace... Beaucoup viennent de perdre l'espoir, mais était-il bien réaliste d'espérer un changement avec Tancredo ?

### LE TEMPS DES AMOURS

**C**'EST À ce stade qu'intervient la négociation gouvernement-opposition. Le Parti de Mobilisation Démocratique Brésilienne (PMDB) propose son candidat : Tancredo Neves, ex-député, ex-sénateur et récent gouverneur du Minas Gerais (le troisième Etat du pays). C'est l'homme le plus représentatif de l'opposition modérée, donc, pense-t-on, acceptable par les deux parties. Il faudrait, dit-on, « une candidature d'unité ce qui conférerait au nouveau président la légitimité indispensable pour conduire le pays sur la voie de la démocratie et pour demander aux Brésiliens de faire l'effort nécessaire pour affronter la crise économique et sociale ». Mais cette candidature ne sera acceptée que si le vice-président est un homme « d'ordre ».

Parallèlement, au sein même du PDS, deux têtes d'affiche s'opposent : José Sarney et Paulo Maluf. Ces divergences et la vague des « *direitas ja* » (1) brisent le parti.

La surprise sera grande lorsque, à quatre mois des élections, Sarney rallie le PMDB en compagnie des dissi-

dents. Ses antécédents ne permettaient nullement d'envisager une volte-face.

En effet, un an après le coup d'Etat militaire, il était devenu gouverneur du Maranhão (Etat du nord) avec l'appui de l'armée. En 1974, il avait intégré l'ARENA (Alliance Rénovatrice Nationale), le soutien parlementaire du régime. Les députés de l'ARENA ne faisaient qu'entériner l'ensemble des mesures gouvernementales qui réduisaient l'opposition légale à un rôle honorifique. Le mandat de gouverneur de Sarney lui avait permis surtout d'exercer ses talents de « *grileiro* » (2), s'appropriant des milliers d'hectares. Il avait créé bon nombre d'organismes fonciers, facilitant l'implantation des industriels du sud et des multinationales. En 1970, il avait été élu sénateur et son mandat sera renouvelé en 1978. Avec l'arrivée de Figueiredo au pouvoir en 1979, il était promu président du PDS, ex-ARENA. Sarney représentait donc pour le pouvoir le vice-président idéal.

Le tandem Neves-Sarney fut loin de faire l'unanimité. Mais Tancredo parvient cependant à l'imposer pour rassurer les militaires.

Neves a été élu grâce à ses capacités manœuvrières. Dans son gou-



vernement, une place toute symbolique fut accordée à l'aile gauche du PMDB, représentée par trois ministres. Un portefeuille fut certes réservé à l'un des piliers du gouvernement Figueiredo, mais avec les 23 autres postes, l'aile modérée du parti restait largement majoritaire. Tancredo mort, Sarney a donc pris la relève ce qui provoque aussi bien l'inquiétude de l'opposition que les tensions au sein même du gouvernement. L'opposition politique et syndicale qui avait fini par accepter Sarney comme vice-président considère maintenant dangereuse son accession à la présidence. N'a-t-il pas été, vingt ans durant, l'homme des militaires ?

### LE CHANGEMENT DANS LA CONTINUITÉ

**A**VEC Sarney, c'est le PDS qui revient au pouvoir. Et tous ceux qui avaient apporté leur soutien à Tancredo doutent fort que le nouveau président applique le programme prévu. Tout en assurant le changement dans la continuité, il prévoit l'annulation de certaines mesures prises par la dictature mais aussi de simples réajustements. Ainsi, le 9 mai dernier, la Constitution a été modifiée :

— principe d'élection au suffrage universel direct du président de la République, des maires des villes et des capitales régionales ;

— abolition des institutions mises en place par la dictature ;  
— droit de vote pour les analphabètes ;  
— légalisation de divers partis politiques d'opposition.

Pour sa part, le ministre du Travail avait déjà légalisé les deux principales centrales ouvrières : la CUT (Centrale Unique des Travailleurs), liée au Parti des Travailleurs ; la CONCLAT (Coordination Nationale de la Classe des Travailleurs), dominée par le PC brésilien.

Ce timide rétablissement des libertés permet de retarder la résolution d'un problème fondamental : la nature du régime. L'Assemblée Constituante ne sera élue qu'en 1986, date prévue par Tancredo. De plus, cette libéralisation a pour but d'amadouer l'opposition et de calmer la classe ouvrière qui réagit vivement aux mesures d'austérité prises en contrepartie. Depuis janvier les grèves se multiplient. Les tensions sociales se sont accrues dès lors que la mort de Tancredo n'a plus fait de doute. Le 11 avril dernier, les métallurgistes de Sao Paulo ont entamé une grève illimitée suivie par d'autres secteurs dans la banlieue pauliste. Outre l'augmentation des salaires, les revendications portent surtout sur la réduction du temps de travail de 48 à 40 heures. Ces luttes et les négociations en cours pour fixer le prochain salaire minimum constituent pour le mouvement ouvrier un grand test.

### SAVOIR COMBIEN

*C'est une République fédérale comprenant 23 états et 3 territoires.*

*Superficie : 8 511 965 km<sup>2</sup> (16 fois la France).*

*Population : 130 millions d'habitants.*

*Population active : 44 millions dont 30% dans le primaire, 24,6% dans le secondaire et 45,4% dans le tertiaire.*

*Dettes extérieures : 100 milliards de dollars*

*Taux d'inflation : 220%*

*Encore un pays asphyxié par le FMI !*

La question aujourd'hui est de savoir jusqu'à quel point un gouvernement ayant repris la devise historique du Brésil « *Ordem e Progresso* » (ordre et progrès), peut accepter de tels « débordements ». Acceptera-t-il de faire des concessions et jusqu'où ?

**Analuca Menezes**

(1) « Elections directes maintenant » : slogan largement repris lors des mobilisations du début 84.

(2) C'est le nom donné à ceux qui accaparent les terres des petits paysans grâce à leurs hommes de main. Une pratique très répandue, surtout dans le nord du pays.

## VERTS

### SOMMET ECONOMIQUE ALTERNATIF

**P**ENDANT que les « grands » de ce monde se réunissaient à Bonn pour régler nos vies, un sommet économique alternatif s'est tenu parallèlement le 3 mai. A l'appel des Verts et des Alternatifs allemands, 1 500 personnes ont participé à ce tribunal de Bad-Godesberg. Après l'intervention de Jean-Marie Tjibaou, les congressistes ont pris position pour l'indépendance du peuple kanak, pour le retrait des troupes militaires de cette région et pour l'arrêt des essais nucléaires de Mururoa.

Le lendemain, 4 mai, à Bonn, une manifestation a dénoncé dans la rue le sommet économique capitaliste. 25 000 à 30 000 personnes ont défilé durant deux heures et assisté au centre de Bonn à un meeting où sont intervenus Tjibaou et 8 soldats français en uniforme (voir leur déclaration page 12).

La presse française et allemande est restée muette sur cette manif. Les autorités médiatiques et gouvernementales seraient-elles gênées, la psychoterror policière n'ayant pas fonctionné comme prévu ? En tout cas, l'axe Paris-Bonn marche bien pour taire ce qui dérange l'ordre établi en France et en République Fédérale, alors qu'elle est plus loquace pour relever les manifs de Varsovie ou de Madrid.

Et félicitons Michel Faure qui, dans « Libération » des 4 et 5 mai, ne sait décrire la petite ville de Bonn que comme un lieu où l'on s'emmerde et « où toute révolte semblerait un brin déplacée ». Fin de citation. Souhaitons à ce brillant journaliste de bons souvenirs de son bateau-hôtel et une forte indigestion, puisque la bouffe était gratuite. Par contre, si l'un de vous savait ce que « Libération » veut encore libérer, qu'il nous écrive vite pour éclairer notre lanterne.

(Infos de Dorothée Piermont)

## R.F.A.

# OSER RÉSISTER AU FÉMININ

Un camp de résistance de femmes dans le Hunsrück et des procès... des procès...

**C**OMME en Angleterre, à Greenham Common (1), la résistance des femmes à l'implantation des missiles Cruise de l'OTAN est, en Allemagne, bien ancrée et implantée. Cela a commencé l'été 83 avec des centaines de femmes rassemblées, unies. A l'été 84, nous étions plus de mille dans la région de Hunsrück pour ensemble vivre et protester contre le stationnement de 96 missiles de la mort.

(1) Voir l'article de M. Auvray « Des femmes contre la guerre » dans Agora n° 26, avril-mai 85.

**R**ÉSISTANCE de femmes pour démontrer que ce stationnement d'engins de mort est l'expression d'une société patriarcale qui travaille à sa propre destruction. Résistance pour démontrer que cette même mentalité n'hésite pas à polluer terre, air et eau, à exploiter les femmes et à laisser mourir de faim les populations du Tiers-Monde.

### CONTRE L'ARMÉE : L'IMAGINATION !

**L**ES actions menées à Hunsrück furent nombreuses. Elles ont été ou sont à l'heure actuelle jugées par les tribunaux de la R.F.A. Il s'agissait d'abord d'un campement « sauvage » aux abords du terrain de l'OTAN : les amendes qui sui-

virent s'élevèrent à un total de 40 000 DM, c'est-à-dire plus de 12 000 de nos francs. L'intrusion sur le terrain militaire de Hasselbach fut taxée de « violation de domicile » ; quant au démontage de la clôture et au sit-in qui accompagna l'installation d'une tente sur le terrain, ils aboutissent à plusieurs arrestations et à des amendes pour 17 femmes.

Onze autres femmes furent poursuivies pour avoir perturbé des manœuvres se déroulant dans le bois qui se trouve en face du terrain militaire. Une autre incursion sur ce fameux terrain donna lieu à 30 nouvelles inculpations.

Celles qui, au son du tambour, et au nombre d'une vingtaine, entonnèrent des chants de protestation à l'endroit où se trouve le radar américain furent aussi poursuivies. Même chose pour celles qui drapèrent les

monuments à la guerre en y installant des plaques « à la mémoire des femmes inconnues, assassinées ou violées pendant les guerres ».

L'aéroport militaire de Hann ayant été bloqué par la « mise à feu » de fusées en carton, ce « scandale public » donna lieu à 30 amendes. Quant aux 40 plus sportives qui pendant toute une journée, munies de banderoles, restèrent assises à 50 mètres de hauteur, juchées sur les grues destinées au transport des Cruise Missiles, leur sort fut identique : 40 inculpations !

### IL PLEUT DES PROCES !

**L**ES procès ont commencé fin avril et ont continué pendant tout le mois de mai. Dès les premières audiences, la solennité du tribunal a été perturbée, de façon assez spectaculaire, par les femmes qui étaient dans la salle, et ça continue !

La stratégie de la défense est toujours définie par l'ensemble des participantes. Voici ce que Brigit, de Berlin, dit à ce sujet :

« Bien sûr, face au tribunal, au début, nous avons eu peur. Mais qu'importe si notre « prestation » est ou n'est pas réussie. A l'avenir, notre expérience nous préservera de la peur. Nous apprendrons que la résistance à cette réalité emmerdante se solde aujourd'hui par la « punition » qui nous est infligée par la justice. Face aux instances judiciaires, nous devons appliquer les mêmes règles que face aux militaires : nous sommes dans la résistance, nous vivons la résistance. Vivantes, nous gardons notre identité et la défendrons contre un système fou et violent. Il ne s'agit donc pas de « convaincre » les juges, ni pour nous, de devenir les « martyrs de la cause ». Il s'agit simplement de nous opposer à cette instance ennemie. C'est ainsi que nous serions aveugles si notre comportement au tribunal dépendait de cette question : « Comment m'en tirer sans trop de dégâts ? ». Cela signifierait alors que nous acceptons la justice comme une entité toute puissante. Il est donc important que, comme pour nos autres actions, nous organisions nos procès de façon à manifester notre force, à provoquer le tribunal, à le ridiculiser... »

Et elles ne renonceront pas ! Comme le dit une autre femme du groupe berlinois : « cela nous concerne, nous bouleverse ; nous voyons arriver la bombe, nous n'avons pas oublié Hiroshima. Le rituel solennel du tribunal et des lois ne peut rien contre nous. Et comme l'enfant dans le conte de fées, face à l'empereur, nous lui dirons simplement : « Mais, en vérité, tu es tout nu ! »

Et la résistance continue. Une réunion de préparation pour le « camp 85 » a eu lieu au mois de mai à Cologne, dans le Frauenzentrum, Eifelstrasse 33. Contacts : Kathrin Peters, 19/49/221/13.24.51. Nous attendons les Françaises !

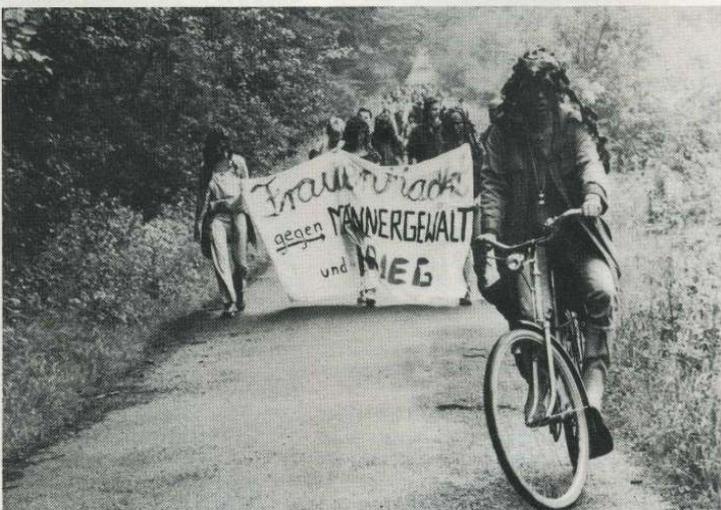
Dagmar



Scène de camp 84 : Sur la banderole : « Des femmes luttent contre la base de mort d'Asselbach ».



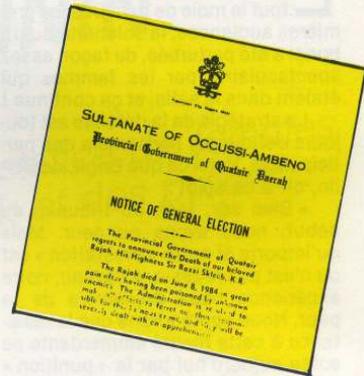
Scène de camp 84 : Sur la banderole : « Travailleurs, ordonnés, honnêtes, des guignols construisent ».



Groupe de femmes du Camp de la Résistance de Hunsrück, été 84, en route vers le terrain militaire de l'Otan à Hasselbach. Sur la banderole : « Force des femmes contre la violence des hommes et de la guerre ».

# LE SULTANAT D'OCCUSSI-AMBENO

**L**a sa propre agence de presse et ses communiqués sont parfois repris dans les journaux. Il a émis des timbres poste signalés dans les revues spécialisées. Il a ses lignes de navigation, aériennes et maritimes, qui fournissent d'élégants billets de voyages, sur le bateau Kropotkine, par exemple. Certains petits Etats ont même soutenu sa demande d'adhésion à l'O.N.U. Et pourtant il n'existe pas. Le Sultanat d'Occusi-Ambeno est un Etat imaginaire. Donc, subversif.



**P**OUR les anarchistes, l'idée que quelque chose d'aussi extravagant et improbable que « l'Etat » puisse être pris au sérieux par les habitants de cette planète ne pourrait provoquer que le rire, s'il ne s'agissait d'une institution aussi meurtrière. Pour cette raison, et tentés par les possibilités que présentait une parodie de l'Etat, quelques amis et moi avons fondé, en 1968, un Etat imaginaire : le Sultanat d'Occusi-Ambeno.

### TOUT ETAT EST TIMBRÉ

Les deux premières années, nous avons défini et perfectionné le pays : une petite oasis territoriale dans l'île de Timour (elle existe vraiment). Pour lui donner une histoire, nous avons inventé une succession de gouverneurs (les Sultans) remontant à 1848, année où sept tribus s'unirent pour se protéger contre l'invasion portugaise. Cette histoire est pleine de conjurations dans le style du Vatican, avec des empoisonnements de sultans par leurs successeurs zélés. L'indépendance enfin acquise en 1968, les sept Provinces jouissent depuis lors d'une pleine autonomie.

Ce que nous avons fait pendant ces années a consisté principalement à imprimer des timbres poste, du papier à en-tête à usage bureaucratique, des billets de banque et autres paperasses. Au début des années 70, on a vu paraître dans les revues de philatélie anglaises et américaines de nombreux articles sur l'Occusi-

Ambeno et ses timbres, et nous avons commencé à gagner de l'argent avec la vente des timbres poste ordinaires.

### VOYAGE DANS L'HISTOIRE IMAGINAIRE

En 1971, un scénario style Biafra fut mis en scène quand la plus grande Province, le Quatair, se divisa sous un gouvernement marxiste. Il s'ensuivit une guerre civile qui dura neuf mois avant que le Quatair soit envahi par la milice fédérale et les marxistes déportés en Indonésie.

En 1973, la République de Minerve fut proclamée sur une barrière corallienne voisine de Tonga. Ce fait obtint une attention considérable de la part de la presse en Nouvelle-Zélande, particulièrement quand Minerve demanda son droit d'entrée à l'ONU et envoya des lettres dans ce sens à tous les pays de la planète. Trois jours plus tard, l'Occusi-Ambeno fut le premier (et le seul) Etat à la reconnaître, ce qui provoqua ce titre en première page de « The NZ Herald », le plus important quotidien du matin de Auckland : « Un leader mondial reconnaît la barrière corallienne ! »... Minerve cessa de vivre environ trois mois plus tard quand elle fut envahie par le Tonga, mais l'expérience avait montré combien les médias sont crédules.

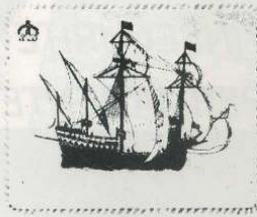
Quelque temps plus tard, j'ai trouvé un boulot dans un bureau qui disposait d'une composeuse et d'une xérox. C'est ainsi que l'année suivante

l'Occusi-Ambeno a augmenté ses publications (distribuées officiellement par la « Markpress News Feature Service »), photocopiées sur papier pelure d'oignon et envoyées par avion à tous les journaux, radios et chaînes de télévision du monde. Elles parlaient des conquêtes scientifiques de l'Occusi-Ambeno, des nouveaux timbres, d'assassinats d'hommes politiques et autres banalités. Les médias ont souvent repris ces nouvelles.

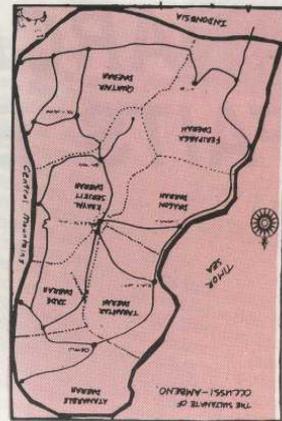
### L'ETAT SE FAIT PIEGEUR

En 1975, le Sultan, Waals Abdullah I, annonçait son désir d'abdiquer ; après un interrègne de deux ans environ, son plus jeune frère, Michaël Ismail Abdullah, lui succédait sous le nom de Michaël I et reste le chef nominal de l'Etat.

En 1977, une offre trop bonne pour qu'on puisse la refuser s'est présentée : une entreprise européenne écrivit au consulat de l'Occusi-Ambeno en Nouvelle-Zélande (la seule adresse à laquelle il était possible alors de contacter le Sultanat), offrant de payer de grosses sommes si l'on réussissait à convaincre le Sultan de lui accorder par contrat les droits exclusifs de production et de vente des timbres aux collectionneurs du monde entier. Nous fûmes évidemment très heureux d'être ainsi aidés par des gens riches : cela allait permettre à la production de timbres de s'améliorer, passant de la monochromie à la photo-litho, avec plusieurs couleurs et du brillant.



1984 : Le Sultanat émet un timbre pour les Rencontres Anarchistes Internationales de Venise.



L'année suivante la firme produisit plusieurs séries : bateaux à voile du Moyen-Age, oiseaux d'Asie et dirigeables furent parmi les meilleurs. Nous avons été « corrompus » avec une quarantaine de milliers de dollars, sans compter la part sur la vente de timbres aux collectionneurs. Un an plus tard, le contrat était annulé après que quelques journaux aient mis en doute l'existence et la légitimité de l'Occussi-Ambeno : nos financiers ont dû se rendre compte qu'ils s'étaient faits rouler !

## VOLE, VOLE DANS LES AIRS

Depuis 1980, nous nous servons de la publicité pour encourager la « technologie adaptée » nécessaire à notre pays.

Notre compagnie de navigation, la « Transonic Marine » par exemple, utilise des galions mus par la force du vent ; leurs voiles sont reliées à des piles photovoltaïques, ce qui permet aux batteries d'accumuler de la puissance pendant que les vaisseaux font route. Lors des vents contraires, toutes les voiles peuvent être larguées et le vaisseau naviguer grâce à ses moteurs électriques, indépendamment du vent.

La flotte aérienne de la « Swiftair » est composée de zeppelins remplis d'hélium, utilisant eux aussi batteries solaires et conversion de gaz.

La technologie alternative de l'Occussi-Ambeno s'est étendue aux

mécanismes de désalinisation : des distillateurs solaires disposés sur les plages pompent l'eau de mer et fournissent de l'eau douce à l'intérieur des terres, expulsant des tas de sel à raffiner.

La forme généralement adoptée par les entreprises commerciales, est la collectivité : nous parvenons de cette manière à offrir des alternatives à la structure sociale hiérarchique qui existe aussi dans cette région.

Les idées libertaires se sont aussi répandues dans les provinces. Vers la fin de 1983, le Gouvernement provincial de Ferpaega annonça qu'il s'auto-abolissait : toutes ses fonctions avaient été reprises par les Assemblées Populaires de quartier et de district. La majorité des autres provinces sont trop absorbées par leurs intrigues byzantines et leur bureaucratie pour se rendre compte que cela est aussi valable pour elles, même si le Gouvernement Fédéral a très heureusement délégué depuis longtemps ses fonctions pratiques aux provinces.

L'Occussi-Ambeno est également présent dans le mouvement anti-nucléaire : une de nos séries de timbres, en 1976, portait le symbole anti-nucléaire du CND sur fond de champignon atomique, avec le texte « Arrêt de toutes les expériences nucléaires ! »

## UTOPIE ET SATIRE MENNENT EN BATEAU

Quel est le futur de l'Occussi-Ambeno ? Nous n'avons pas de pro-

jets immédiats pour changer l'infrastructure monarchique existante, même si quelques constitutions partiellement revues sont prêtes. Ceux d'entre nous qui participent activement à l'expérience de l'Occussi-Ambeno ont l'intention de continuer à s'en servir comme d'un instrument pour améliorer leurs compétences techniques dans l'imprimerie, la diffusion à travers les médias et chercher de nouveaux champs d'activité qui développent la satire du concept d'« Etat » à sur un individu. Les actions accomplies dans ce sens comprennent une lettre envoyée par le ministre de l'Extérieur de l'Occussi-Ambeno à Enver Hojda, dans laquelle était demandée la libération des prisonniers politiques en Albanie, mais qui n'a obtenu jusqu'à présent aucune réponse.

La possibilité aussi que d'autres donnent naissance à des petits Etats semblables, dans l'autres parties du monde en leur faisant une large publicité est un aspect que nous voudrions encourager. La confusion qu'on peut jeter sur la scène géo-politique mondiale, déjà fort complexe, peut procurer un certain divertissement.

L'Occussi-Ambeno recevra avec plaisir votre correspondance et d'éventuelles opinions critiques sur son œuvre et sur la voie à suivre dans le futur. Pourquoi ne vous y engagez-vous pas, vous aussi ?

**Bruce Grenville**

Adresse : Bureau Philatélique d'Outre-Océan de l'Occussi-Ambeno P.O. Box 876, Auckland, Nouvelle-Zélande.

La page folle  
de la Fraktion  
Rock Terrorist.  
Accrochez-vous  
aux gita-  
res !



On ne peut  
s'empêcher de  
sauter  
au plafond et de  
s'éclater la tête  
contre les murs !

## ANARCHO-PUNK : FAITS ET GESTES

24

### P.E.A.C.E. COMPILATION

L'ANARCHO-PUNK est international et cette double compilation est là pour le prouver à nouveau. 55 groupes dont « Crass », « Conflict », « Doa », « Dead Kennedys », « MDC », « Subhumans » et des groupes américains, anglais, canadiens, espagnols, italiens, argentins, japonais, sud-africains, hollandais, allemands, suédois et danois ! Si vous ne connaissez rien à l'anarcho-punk, voilà ce qu'il vous faut. Des rythmes endiablés, des cris de révolte et d'espoir, des appels à la résistance tout au long de ces quatre faces. Avec, en prime, un livret avec les textes et montages photos de chaque groupe et des articles de fond sur la paix (thème du disque), les armes nucléaires, l'impérialisme, les actions, les 5 de Vancouver, le féminisme, etc. Un véritable « Best of » de l'anarcho-punk qui est monté à la troisième place dans les charts anglais. Ceci pour montrer l'impact d'un tel disque.

À noter, une nouvelle fois, l'absence de groupes français. Why ?

P.E.A.C.E. Compilation (Radical Records).

### CONCERTO POUR DETRAQUES

LES Béruriers Noirs » sont un groupe de Paris qui se situe dans la mouvance squatts-autonomes-anars. Après deux albums ravageurs (« Nada 84 » et « Macadam Massacre ») voici le troisième rejeton de cet accouplement monstrueux de guitare hachée, de boîte à rythme folle et de lyrics enragés, noirs et sanglants. Le tempo s'est accéléré, la muzik est plus subtile. Tout le monde peut et doit écouter « les Bérus ». Même ceux qui n'aiment pas le punk ne pourront s'empêcher de sauter au plafond et de s'éclater la tête contre les murs !

Sur scène, c'est infernal. Tout un spectacle, une énergie folle qui met toute la salle en transes et où le public n'est plus l'observateur passif mais fait partie intégrante du concert. « Les Béruriers » sont le meilleur groupe français. Ils jouent aux Journées Libertaires de Lyon avec « Haine Brigade ». Ils ont fait un concert sauvage devant 500 personnes à Beaubourg en faveur des insoumis. Ils ont joué à Toulon pour un « Rock Against Army » et des dizaines de concerts dans les squatts, contre le racisme, le fascisme, etc.

« Nous sommes les rebelles, nous marchons libres dans la rue  
La jungle nous appelle, rassemblons toutes les tribus  
Rejoins notre raïa  
Nous ne sommes pas des soldats, ici y'a pas de chef  
Tous dans les mêmes galères  
Nous vivons comm'en Afrique, au rythme de nos musique  
La jungle nous appelle pour une vie nouvelle  
Nous rejetons le Système et les prisons nous attendent  
Nous sommes les rebelles, nous ne nous laissons pas prendre ! »

Bérurier noir : « Concerto pour détraqués » (Bondage Records).

KIOSQUE

### UNE VIE DE PROLETAIRE

Le 22 août 1927, à minuit, les lumières de la prison de Boston baissèrent brusquement à plusieurs reprises. La bourgeoisie américaine venait de se débarasser, à la chaise électrique, des deux anarchistes Sacco et Vanzetti. Les clameurs et les manifestations internationales n'avaient pas réussi à arrêter ces assassins. Il nous reste depuis, cette haine de la justice d'Etat et de ses bourreaux assermentés. Il nous reste aussi les textes de ces deux camarades ; Sacco et l'auto-biographie de Vanzetti, écrite en prison. Une « vie anonyme dans la foule anonyme », la vie balotée des émigrants italiens. Plusieurs fois éditée, dans des versions différentes et dans toutes les langues du monde (on trouvera ici la préface de l'écrivain Pa Kin à l'édition chinoise), elle vient témoigner des lourdes souffrances des prolétaires. A lire en réécoulant les belles ballades à Sacco et Vanzetti de Woody Guthrie (Chant du Monde).

T.A.  
• Bartolomeo Vanzetti, « Une vie de prolétaire », Le Vent du Châmin, 5 bis, rue R. Vachette, 93200 St-Denis, 25 F.

V.M.  
• Annie Le Brun, « A distance », J.-J. Pauvert, Editions Carrère.

### « A DISTANCE »... DU CONFORMISME

Encore une fois, cette dame m'étonne et me surprend. Annie Le Brun vient en effet de publier un recueil d'articles qu'elle fit paraître dans la presse entre 70 et 84. Deux thèmes entrent en jeu : le surréalisme et le combat contre la « femellitude ». Et c'est surtout dans ce dernier aspect qu'elle est inimitable. Douée d'un humour corrosif, Le Brun m'a fait pleurer de rire dans les quelques pages consacrées à J. Kristeva (« Du kitsch théorique de J. Kristeva »). La hargne de Le Brun est si féroce, si violente, mais si astucieuse en même temps, que le texte devient rapidement un décapant extraordinaire face à la morosité celles qui n'auraient pas compris ce qui anime l'auteur, elle fait paraître simultanément un opuscule, « Vagitt-prop », toujours de la même verve. Souhaitons qu'elle continue à le faire, pour que nous puissions continuer à réfléchir.

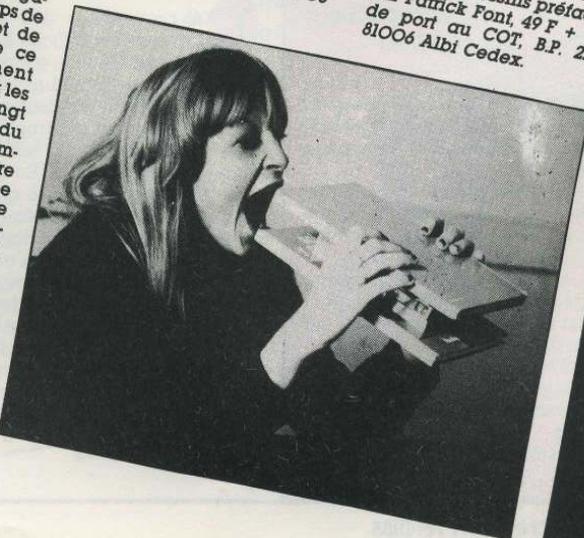


### ECOLES DIFFERENTES

Pour ceux qui ont des enfants (et ceux qui n'en ont pas), la revue « Possible » a publié il y a quelques mois un « Annuaire des écoles différentes ». Un mouvement est né pour rompre avec l'éducation autoritaire, et il ne demande qu'à cheminer. A mi-chemin entre le livre de chevet et le catalogue, l'Annuaire rassemble des informations pour chaque école sous forme de fiches techniques, adresse, statut, projet pédagogique... Si vous pouvez toujours utiliser les conseils pratiques, en vos premières pages, pour créer votre propre école différente. Mais il faudra vous débrouiller seul. Depuis l'affaire du Coral et après l'essai avorté d'une fédération, chaque école joue ses propres cartes pour essayer d'obtenir un statut auprès du ministère. L'annuaire est donc une initiative intéressante de la revue « Possible », et de plus, on nous promet qu'il sera régulièrement réactualisé. Dommage que cette réalisation dynamique ne vienne pas des écoles elles-mêmes.

J.-R. A.  
« Annuaire 84-85 des écoles différentes », Publication de l'Agence Informations Enlance, 14, rue Véron, 75108 Paris, 60 F.

T.A.  
« Aux larmes citoyennes », recueil de dessins préfacés par Patrick Font, 49 F + 8 F de port au COT, B.P. 229, 81006 Albi Cedex.



KIOSQUE

### VISITE TIERS-MONDE

Le Tiers-mondiste est mort, tout le monde vous le dira. Je fais cependant partie de ceux qui n'y avaient jamais cru. J'ai donc appris, sans étonnement, que bien des maos d'antan, fans des luttes de libération de tout poil, se tournaient aujourd'hui vers le réagranisme. Il était donc temps de revenir aux sources et de relire Fanon, père de ce mouvement quasiment léniniste qui passionna les mystiques pendant vingt ans. L'ouvrage de base du père fondateur, « Les damnés de la terre », vient d'être républié. Et c'est à relire ! Le recul du temps permet de mieux apprécier, non seulement l'analyse méticuleuse de la colonisation faite par l'auteur, mais aussi les limites politiques de ses jugements. Mais il faut surtout relire, pour le plaisir de l'intelligence, la préface de Sartre qui reste à la fois percutante et naïve. Un modèle du genre.

V.M.  
• Frantz Fanon, « Les damnés de la terre », Cahiers Libres, Editions La Découverte.

KIOSQUE

### AUX LARMES CITOYENNES !

Ils sont venus, ils sont tous là : les Batellier, Edika, Margerin, Pertuzé, Piotr, Planfu, les connus et les inconnus du crayon gomme. Une vingtaine de dessinateurs y sont allés de leurs gribouilleries antimilitaristes pour profaner tous les monuments aux morts et célébrer, du même coup, les vivants. Et vu comment ça pète de partout ces temps-ci, il faudra bientôt parler de survivants. Merci au COT (groupe antimilitariste) d'avoir réalisé ce pied de nez aux kakis. Les bougres se sont fait épauler par Patrick Font qui, dans une magistrale préface piétine tout à la fois le drapeau, l'église, l'école et les parents. Mais combien a-t-il de pieds ce mec pour faire tout ça à la fois, s'extasier, admiratif, le lecteur d'Agora. Allez-y voir, ça vaut le détour.

KIOSQUE

**D**EPUIS 20 ans, un fléau invisible, silencieux, poussé par les vents a rongé les forêts et les sols de l'hémisphère Nord. Aujourd'hui c'est à la forêt française de payer son tribut à une des pollutions atmosphériques les plus difficiles à maîtriser : les pluies acides. Nos forêts meurent, nos lacs et nos rivières se stérilisent, notre faune disparaît. Devant l'ampleur de la catastrophe écologique, on est stupéfait de l'indifférence des populations et du peu de moyens mis en œuvre pour enrayer le massacre.

# La couleur de la

Pour tout savoir sur ces

**L**A nature malmenée, ne peut aujourd'hui résorber la masse de déchets de tout ordre, de plus en plus résistants, que l'ère industrielle déverse dans son atmosphère, sa terre et ses eaux.

### Au banc des accusés : des gaz

**U**NE partie de l'émission de l'oxyde de soufre et de l'oxyde d'azote est naturelle : éruptions volcaniques, dégradations des roches et des matières organiques... Mais le surplus est produit par la combustion du pétrole et du charbon effectuée par les industries, les automobiles (50%) et les centrales thermiques. L'oxyde d'azote et l'oxyde de soufre se transforment en acide sulfurique sous l'effet des radiations solaires et captent l'humidité de l'air. Ils retombent ainsi sur le sol sous forme de poussière et d'aérosol. L'oxyde d'azote favorise la formation d'ozone qui est nocif pour la végétation.

### Les pluies acides arrivent

**L**A provenance des émissions toxiques est difficile à déterminer : Le Canada est pollué par les U.S.A., la Scandinavie par la Grande-Bretagne, l'Allemagne par la France et les pays d'Europe centrale. Les vents dominants soufflent en Europe d'Ouest en Est. En 74, sur les 250 000 tonnes de soufre qui se sont déposées sur le sol norvégien, 30 000 seulement avaient une origine locale. Le bureau européen de l'environnement affirme qu'une réduction de 80% des émissions de dioxyde de soufre et de 60% de celles d'azote est indispensable d'ici 10 ans. Même si la France a mis en place un programme d'évaluation des dommages, par satellite (Landsat D), tout comme l'Italie et la Grande-Bretagne, elle n'est pas pressée.

### « Ô Lac... »

**A**NNEES 50 : perturbations chez les populations de saumons dans les lacs scandinaves et canadiens. 1982 : un dossier accuse les pluies acides de conduire à la mort 20% des lacs canadiens et ceci à brève échéance. Calmes et transparents, vides de toutes vie, 2 500 lacs sont morts aujourd'hui en Suède, 1 750 en Norvège. Les lacs ont un PH (1) entre 7,5 et 6, selon qu'ils sont en terrain granitique, de gneiss, riche en quartz ou en calcaire (le PH neutre étant 7). A PH 5 toute vie normale disparaît. Au fil des années, face à une acidité croissante, le pouvoir tampon du sol et de l'eau diminue. Une fois ce pouvoir tampon épuisé, l'acidité grimpe très vite. Cette acidité dans les lacs entraîne en réaction, la libération de métaux de la roche dans l'eau (zinc, plomb, cadmium, aluminium surtout) qui, même à faible dose, sont toxiques pour la faune et la flore. L'apport de chaux (pour faire baisser le PH) et de poissons ne donne pas de résultat, face à ce problème.

### Mon beau sapin, roi des forêts

**L**A France, si en retard dans ce domaine, n'a pas les moyens techniques de connaître l'état global de sa forêt depuis longtemps souffreteuse.

Dans les montagnes du Nord de la Tchécoslovaquie, du Sud de la RDA et de la Pologne, s'étendent de vastes zones déboisées où ne parviennent à pousser que quelques herbes et arbustes. L'eau de source n'est plus potable, la culture des légumes et des céréales impossible. En RDA, en 1983, un lourd constat est fait : 34% de la forêt est atteinte. De plus, après les conifères (épicéas, pins sylvestres, sapins) ce sont les hêtres, les chênes et autres espèces de feuillus qui tombent malades. L'écosystème forestier



### La forêt française en chiffres

**E**ELLE est la plus importante de la CEE avec 14 millions d'hectares. L'O.N.F. en gère 3,6 millions.

32 000 propriétaires privés possèdent des forêts de 25 hectares ou plus et ceci d'un seul tenant.

L'ONF et ces privés commercialisent 21 millions de m<sup>3</sup> sur une production nationale de 30 millions de m<sup>3</sup>.

Les arbres que l'on rencontre le plus en France sont le chêne, le hêtre puis l'orme et le peuplier. Tous en voie aujourd'hui de disparition...

# La Terre m'inquiète. Pas vous ?

Les pluies qui sont acides.

dans son ensemble semble préparer son agonie. Un ensemble de relevés, effectué par le biologiste allemand Gunther Reichelt, concernant les épécéas du Sud-Ouest et du Nord-Est, a dressé un triste bilan : le dépérissement de la forêt, en France est du même ordre qu'en RFA. La zone critique est située à l'ouest de Lyon. Mais les dégâts augmentent aussi avec l'altitude : Plateau de Mille vaches, monts d'Auvergne, chaîne des Avaris...

La pluie acide affaiblit progressivement la forêt, favorisant le développement des maladies et des insectes ravageurs (processionnaires, bostryches...). Les puissants insecticides employés aggravent le mal au lieu de le résoudre. La vitesse de propagation du phénomène (x par 4 par an) est inquiétante.

De plus, les retombées des centrales nucléaires et des usines de traitement de leurs combustibles renforcent l'action des pluies acides.

## Vers des terres stériles

**L**ES pluies acides tombent sur nos cultures, nos sols. Céréales, herbacés, ont des problèmes de plus en plus évidents. Tout comme les apports artificiels d'engrais (azote, amonitrates, phosphates) qui ont entraîné la nécessité d'une utilisation croissante de produits phytosanitaires (insecticides, herbicides, fongicides) contre l'augmentation des maladies, des insectes dûs à ces engrais, les pluies acides par l'apport de soufre et d'azote rompent l'équilibre des sols, de la plante et provoquent une dégradation générale.

## L'essence sans plomb

**F**ACE à l'ampleur phénomène, les solutions sont lentes à venir. Et ceci d'autant plus qu'elles heurtent des pans entiers de l'économie européenne notamment.

En Allemagne cependant l'action des Verts a permis quelques modifi-

cations. Dès 1986, l'essence sans plomb sera introduite partout et surtout en 1989, tous les véhicules devront être munis d'un dispositif « anti-pollution ».

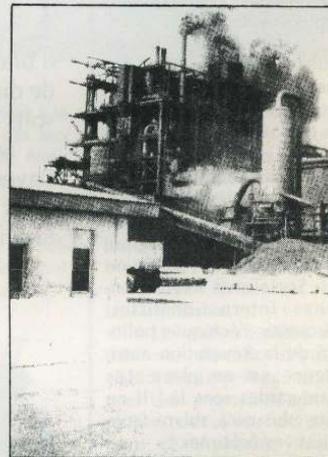
Pour les Anglais, les Français et les Italiens, l'enjeu politique et industriel est de taille. Les premiers veulent protéger leurs moyennes cylindrées (entre 1 400 cm<sup>3</sup> et 2 litres), les autres, leurs petites cylindrées (moins de 1 400 cm<sup>3</sup>).

Le conseil des ministres français du 7 mars dernier a montré que le gouvernement n'était pas près à s'aligner sur les positions allemandes.

Au niveau des gros producteurs automobiles de la CEE un accord toutefois a été passé. En 1989, théoriquement, toutes les grosses cylindrées (plus de 2 litres) devront, à cette date, être munies de pots catalytiques destinés à réduire le taux de pollution. Depuis, quelques arbres recommencent à sourire...

Aline S.

(1) Le PH sert à mesurer le taux d'acidité du sol.



27

## Les enjeux économiques : Où sont-ils ?

**E**N tête du hit-parade polluant, en France : les départements des Bouches-du-Rhône, de la Seine-Maritime et du Nord.

Les plus grands pollueurs sont les centrales thermiques (EDF). Certaines installations industrielles rejettent à elles seules 1 à 5% du total : mieux vaut ne pas vivre ou se promener à proximité de Porcheville (850 tonnes par jour rejetées dans

l'atmosphère) ou de la raffinerie de Lacq (625 tonnes par jour).

Par rapport aux autres pays industriels, la France était au 6<sup>e</sup> rang pour les émissions de dioxyde de soufre en 80, avec 3 400 milliers de tonnes par an.

A la même date, dans ce palmarès, l'U.R.S.S. vient en tête (25 000 milliers) suivie de près par les Etats-Unis (24 000 milliers). Le seul pays qui dans la CEE suit la France, c'est l'Italie.

## CONSEILS OUVRIERS

# QUAND GRONDAIT LA REVOLUTION (2)...

EN 1918, L'AUTRICHE PRISE DE FIÈVRE SOCIALE :  
VIVE LES CONSEILS OUVRIERS

EN mai 1918 (1), une nouvelle grève générale éclate à Vienne en solidarité avec la grève des cheminots hongrois. Le Parti socialiste poussera, une fois de plus, à la reprise. Cette attitude justifiera la création d'un Parti Communiste autrichien (novembre 1918) par le consul de Russie à Vienne. La gauche radicale se regroupa, elle, en une Fédération des Socialistes Révolutionnaires Internationalistes. Désormais, l'échiquier politique de la Révolution autrichienne est en place. Les avant-gardes sont là ! Il ne reste plus qu'à suivre leurs initiatives éclairées !

### LA VOIX DE L'AVANT-GARDE

LA social-démocratie a l'initiative. Elle propose l'intégration des Conseils Ouvriers et sa collaboration à la « Jeune république Autrichienne ». C'est Victor Adler qui se chargera de théoriser les rapports de la social-démocratie et de l'Etat. Et c'est un véritable acte d'allégeance :

«...En tous cas, l'Etat d'Autriche allemande doit être un Etat démocratique, un véritable Etat Populaire. La démocratie montre dans le monde entier que le temps de la Chambre Haute, du suffrage restreint, de l'organisation et

(1) La première partie de ce texte est paru dans le précédent Agora, n° 26, avril/mai 85.

LA Première guerre mondiale a causé un traumatisme politique et économique d'une telle envergure qu'il n'est pas exagéré de dire qu'aujourd'hui encore nous en subissons les retombées.

Mais ce qui importe vers 1917-1918, c'est l'aveu d'incapacité des responsables politiques devant la machine de guerre qu'ils ont allumé.



de la domination bureaucratique-militaire et des privilèges féodaux capitalistes est définitivement révolu. C'est pourquoi nous réclamons que le peuple allemand d'Autriche, sur la base de la souveraineté populaire, établisse la constitution de son Etat par l'intermédiaire de l'Assemblée Nationale Constituante qui devra être élue au suffrage universel direct, masculin et féminin...

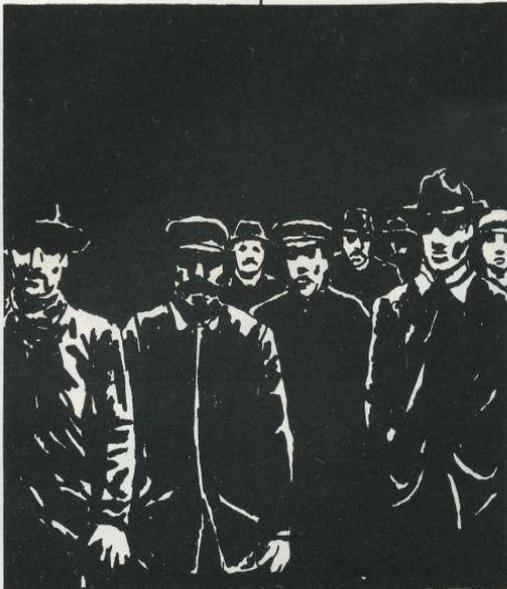
Nous ne voulons pas constituer avec vous, nos adversaires de classe, une communauté de partis, ni conclure une alliance ou une trêve. Nous restons en ce lieu pour mener aussi sur le terrain parlementaire notre combat pour le prolétariat, pour la démocratie, pour le socialisme. Nous voulons, dans un esprit honnête et d'une main diligente, nous associer à

l'édifice de l'Etat d'Autriche allemande ; mais, par ce travail qui nous unit à vous, nous voulons veiller à ce que l'Etat d'Autriche Allemand soit un Etat démocratique, un Etat populaire, dans lequel le peuple allemand tienne pour sacrés la réalisation de son droit d'autodétermination et le droit d'autodétermination de tous les autres peuples. Ainsi le bouleversement étatique dans lequel la vieille Autriche s'effondre n'est rien d'autre que la manifestation partielle de la victoire généralisée de la démocratie dans tout le monde civilisé, de la démocratie qui conduit dans tous les pays la classe ouvrière vers le pouvoir et lui offre la possibilité de dresser l'ordre mondial du socialisme sur les décombres du capitalisme... » (2).

Ce discours de Janus met bien en évidence les aspirations réelles de la social-démocratie. Il s'agit de conquérir le pouvoir politique même en s'alliant avec la bourgeoisie. Le cadre de cette alliance est pour les socialistes la compétition. La social-démocratie est sûre d'être la meilleure gestionnaire de l'Etat ! Bien entendu, la bourgeoisie accepta le pacte... en limitant toutefois l'audience des socialistes à leur représentation d'avant 1911 ! Le Conseil Municipal de Vienne fut pareillement remanié, pour

(2) Les citations sont extraites de « Les Conseils Ouvriers : Espérances et défaites de la révolution en Autriche-Hongrie 1917/1920 » (thèse de Dominique Gros, Université de Dijon).

...sur les décombres du capitalisme.



finale-ment faire place à 37 socialistes face à 65 chrétiens-démocrates et 106 nationalistes et libéraux. Rapports de forces qui ne traduisent en rien la montée des mouvements populaires et leurs représentations.

### A L'HORIZON, LEUR POLICE !

**P**OUR endiguer les mouvements sociaux, les sociaux-démocrates s'asso-

cient à la création de la Volkswehr. En novembre 1918, celle-ci compte 101 compagnies et 17 000 hommes. Cette milice, née des mouvements sociaux, est un enfant turbulent. Aussi l'emploie-t-on toutes les fois que cela est possible pour guerroyer contre les milices bourgeoises, ou bien en Burgenland contre les séparatistes hongrois.

Le gouvernement bourgeois, lui, suscite la reconstitution d'une police d'Etat.

Face à cette situation de passivité et de négociations, les témoignages de l'époque abondent et ils soulignent, comme celui de Julius Deutsch qu'« il n'y avait alors personne qui fût en état d'empêcher la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Chaque jour, la dictature des

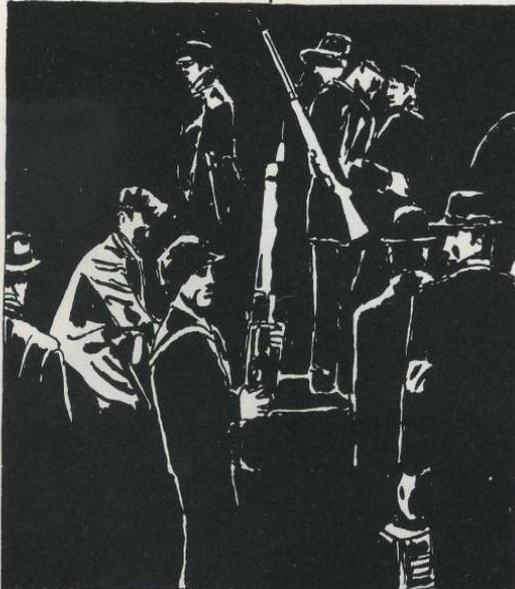
Conseils aurait pu être proclamée ».

L'historien Walter Goldinger lui, rend hommage à la social-démocratie : « ce fut (son) grand mérite que d'avoir empêché le pire à cette époque grâce à l'influence adroite qu'elle a exercée sur les masses populaires. »

En effet, pour la social-démocratie, le mot d'ordre est : « Maintenant que la liberté est assurée, le premier devoir consiste à rétablir l'ordre civique et la vie économique. »

Le développement ultérieur du mouvement des Conseils Ouvriers en Autriche ne présente dès lors plus guère d'intérêt. Simples rouges au service du Parti social-démocrate, les Conseils d'Ouvriers perdent toute vitalité. Les bolchéviks tenteront bien, à l'occasion de deux putschs (17 avril et 15 juin), de prendre sans succès le pouvoir. Pas plus que les sociaux-démocrates ils ne font confiance aux Conseils. Mais, à l'occasion de manifestations populaires, ils utiliseront, ou tenteront d'utiliser, la masse de manœuvre que constituent les militants ouvriers. Leur échec contribuera à affaiblir encore un peu plus l'audience des Conseils.

La République de coalition qui se met en place, n'a plus besoin des Conseils ; les sociaux-démocrates non plus.



Ils seront donc cantonnés à la défense catégorielle des secteurs qu'ils représentent. Ainsi, la formidable force que sont les Conseils de Soldats se voit réduite à une tâche de « défense des intérêts des soldats et (à) l'entretien de l'esprit républicain de la troupe »...

### UN CHANT DE CYGNE S'EST ETEINT

**O**N est évidemment là, loin des buts que l'extrême-gauche radicale assignait aux Conseils. Dans une intervention à la Première Conférence Nationale des Conseils Ouvriers, P. Friedlander déclarait :

« (Les Conseils Ouvriers) doivent surtout avoir pour but d'assurer et de développer les succès de la révolution... afin de rassembler entre leurs mains tout le pouvoir économique et politique de l'Etat, d'accomplir le passage du mode de production capitaliste au mode de production communiste. Par conséquent, ils sont actuellement des organisations de combat qui, sans égards pour la légalité bourgeoise démocratique en vigueur, légifèrent et exécutent les lois d'après les perspectives

d'organisation sociale communiste et réduisent à néant l'ordre social capitaliste par l'action révolutionnaire unie du prolétariat ».

L'orateur qui est probablement, représente assez bien la tendance qui s'exprime à travers les Linksradikalen :

« Le gouvernement n'a pas su donner d'autre réponse aux revendications que des promesses sur le papier, de vaines consolations et de phrases insignifiantes. Les chefs qui se nomment « sociaux-démocrates » n'ont rien su faire de mieux que de pousser les travailleurs sous le joug de l'exploitation capitaliste. Il est clair aujourd'hui, pour chaque travailleur conscient, que dès le commencement, ce combat s'est heurté à la désapprobation des instances du parti, qu'elles ont freiné dès le début tout en isolant chacune des catégories d'ouvriers... »

Il n'y a plus rien à attendre des actuels « représentants ouvriers » ! Formons nous-mêmes nos groupes de combat !... »

Mais il ne s'agit là que d'un chant de cygne. Le véritable « Cronstadt autrichien » aura lieu du 11 au 14 février 1934, dans les quartiers ouvriers de Vienne, de Linz et en Styrie. L'armée régulière réduisit à néant les

...un véritable Cronstadt autrichien !



maigres conquêtes de la social-démocratie, pendit les chefs ouvriers, obligea les autres à émigrer, préparant ainsi l'Anschluss.

## TIRER LES LEÇONS DE L'HISTOIRE

LA Social-Démocratie autrichienne face à un mouvement populaire puissant et combatif, avait choisi l'institutionnalisation. En ravalant les Conseils ouvriers au rang de simples rouages administratifs, ceux-ci perdent toute autonomie, toute vitalité et cessent d'être un danger. La social-démocratie retrouve son privilège d'unique représentant de la classe ouvrière. Représentant par ailleurs impuissant, enfermé par son réformisme et la pusillanimité de ses dirigeants, cadres et bureaucrates.

Cette forme de liquidation du mouvement des Conseils ouvriers, de paysans et de soldats, n'est évidemment pas spécifique à la social-démocratie autrichienne. Elle est cependant caractéristique du refus des socialistes réformistes d'assumer le mouvement populaire. Elle participe de l'attitude que les bolchéviks adopteront en Russie. La cohabitation entre des Conseils reposant sur l'initiative et la spontanéité est impossible avec un parti fortement centralisé et déjà bureaucratisé.

Il s'agit donc bien d'une liquidation « douce », malgré quelques à-coups, une

« normalisation », toute démocratique.

La bourgeoisie, qui a laissé carte blanche à la social-démocratie, intervient bien plus tard, quand tout danger est écarté, pour étouffer le mouvement ouvrier dans son entier et se mettre ainsi à l'abri de toute résurgence.

Si, dans ce cas, on peut penser que la répression bourgeoise n'est que l'ultime conséquence de l'attitude et de la praxis social-démocrate, il n'en est pas toujours de même. Le noyautage, l'institutionnalisation puis l'abandon des Conseils Ouvriers ne sont possibles que dans l'hypothèse où les partis socialistes sont suffisamment établis et implantés dans la société et qu'ils sont capables de contrôler le mouvement de masse.

Dans les autres hypothèses, c'est-à-dire dans le cas où le parti n'arrive pas à contrôler les initiatives populaires, il peut se ranger globalement et objectivement du côté de la bourgeoisie et gérer avec elle sur un mouvement ouvrier maté et discipliné... jusqu'au jour où cette dernière gagne démocratiquement une nouvelle majorité électorale.

Dans l'exemple hongrois que nous avons essayé d'analyser, le mouvement socialiste tente tout d'abord de contrôler le mouvement populaire. Poussé par une base qui se trouve en harmonie avec celui-ci, et faute d'une organisation suffisamment solide, il se trouve amené à prendre lui-même l'initiative.

Roland Biard

## REPERES CHRONOLOGIQUES

### 1918

- 14-20 janvier : Première grandes grèves et conseils ouvriers dans les usines en Autriche.
- 27 janvier : Instauration d'une République des conseils en Finlande
- 28 janvier : Constitution de l'Armée Rouge.
- 3 mars : Signature du traité de Brest-Litovsk.
- 16 juillet : Exécution du Tsar Nicolas II et de sa famille.
- 27 juillet : Nomination, par Charles 1<sup>er</sup> du professeur pacifiste Lammasch comme Premier ministre.
- 30 octobre : Les membres autrichiens de l'ancien Parlement se réunissent en Assemblée nationale et constituent un Conseil d'Etat, gouvernement de fait, dirigé par K. Renner. Effervescence à Vienne : dans les rues, les soldats arrachent les insignes des officiers. Conseil de soldats.
- 1<sup>er</sup> novembre : Libération de Friedrich Adler qui avait assassiné le Comte Stürgkh, Premier ministre, le 21 octobre 1916.
- 3 novembre : Création à Vienne d'une milice contrôlée par les socialistes. Fondation du Parti communiste d'Autriche.
- 11 novembre : Armistice de Rethondes. Charles 1<sup>er</sup> quitte l'Autriche. Mort de Victor Adler.
- 12 novembre : Proclamation de la République d'Autriche. Otto Bauer s'installe comme secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères dans le palais baroque de la Ballhausplatz.
- 16 novembre : Proclamation de la République de Hongrie.
- 1<sup>er</sup> décembre : La dislocation de l'ancienne Autriche-Hongrie est accomplie.

### 1919

- 16 janvier : Assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht.
- 9 février : Fusion de divers groupes d'extrême-gauche avec le P.C.A.
- 16 février : Election de l'Assemblée nationale constituante d'Autriche. Succès des socialistes : 69 sièges sur 159 contre 66 aux sociaux-chrétiens.
- 19 février : Première conférence nationale des conseils ouvriers d'Autriche.
- 4 mars : Fondation de la III<sup>e</sup> internationale (Komintern).
- 21 mars : Instauration en Hongrie, pour 133 jours, de la République des Conseils.
- 7 avril : Instauration en Bavière, pour 3 mois, de la République des Conseils.
- 18 avril : Manifestation à Vienne de chômeurs et de démobilisés qui tentent d'incendier le Parlement.
- 15 mai : Loi officialisant l'existence des conseils ouvriers sous forme de conseils d'entreprise.
- 15 juin : Tentative avortée de putsch communiste à Vienne. 20 morts, de nombreux blessés.
- 30 juin : Seconde conférence nationale des conseils ouvriers d'Autriche.

...une normalisation toute démocratique.

BIG BROTHER

# SILICON VALLEY



31

**Q**UAND la Lorraine s'écroulait, les docteurs socialistes lui promettaient des implantations industrielles de pointe. Un exemple aussi lointain qu'américain était claironné : la Silicon Valley. Mirage rose, car à Silicon Valley la réalité est toute autre : des vies programmées dans un monde de « puces »...

CALIFORNIE: la radio de San José vante « l'unicité de la culture ROLM : le futur c'est maintenant ». Les travailleurs de la ROLM étudient des systèmes de guidage dotés d'appareils de contrôle, entre autres pour les missiles Cruise. A l'heure de pointe, une marée d'employés de la F.M.C. Corporation s'avance au rythme des feux de signalisation dans la cohue des voitures dernier modèle. La F.M.C. conçoit des chars et des véhicules pour le lancement des Pershing II.



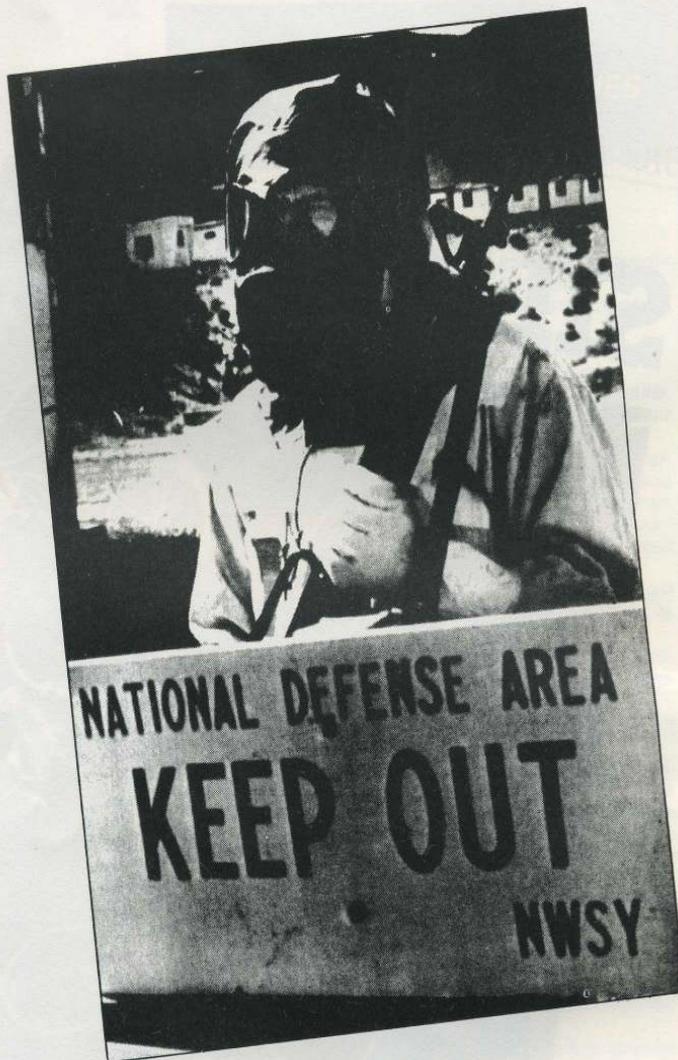
**A I.B.M., les ingénieurs, mal à l'aise, plaisantent sur le prochain grave accident de la « route de la mort » : la 101 au sud de San José. Ils sont à cran à cause** des gardes de sécurité qui traînent dans les bureaux vides à la recherche des papiers abandonnés sur les tables. Trop de ces « découvertes » ont causé pas mal d'ennuis aux ingénieurs d'I.B.M.

Récemment, I.B.M. a passé un contrat avec l'Air Force pour rendre plus efficaces les communications du « Blue Cube », le Q.G. de contrôle des satellites à Moffet Field. En théorie, le « Blue Cube » commande tous les satellites d'espionnage et de navigation U.S., ainsi que les systèmes d'interception de l'Islande à la Turquie.

Dans un ban de la Silicon Valley, les employés de Lockheed « Espace et Missiles », quand ils causent travail, cherchent maladroitement à ne pas être entendus. Ils maudissent, pêle-mêle, les trop nombreux gardes de sécurité, les instruments sophistiqués de contrôle et les accidents mortels sur l'énorme parking de la Lockheed. Sur commande, la Lockheed produit des missiles et son plus grand acheteur est le « LLLabs » (Lawrence Livermore Laboratories). Ceux-ci ont installé leurs dépôts remplis de plutonium dans le réseau de crevasses qu'un tremblement de terre a créé dans la « Valley ». Les techniciens du « LLLabs », financés par la Défense et dirigés par le Comité des directeurs de l'université de Berkeley ont conçu tous les appareillages des armes nucléaires depuis le projet Manhattan.

Au Stanford Research Institute (S.R.I.) de Palo Alto, les chercheurs parlent, en langage codé, des nouveaux computers qu'ils mettent au point pour honorer leur contrat avec la Défense. Le S.R.I. mène des recherches à des fins militaires (secteur « Recherche et Développement ») sur des computers utilisés pour guider les missiles. Ils conçoivent aussi des programmes pour équiper les C 130 (transports aériens de troupes) du maximum de puissance de feu.

Au-dessus des habitants de la « Valley » (mais le savent-ils ?) volent les avions P3, anti-submersibles, équipés de têtes nucléaires explosant sous l'eau. Ils décollent sans interruption de Moffet Field. Au moins deux fois ces derniers



temps, il y a eu, sur les pistes de l'aéroport, d'énormes incendies, passés sous silence dans la presse.



**Autrefois fertiles, les terres en bordure de la route 101, absorbent plus de capitaux que partout ailleurs dans le monde. Dans tout le pays, l'économie de**

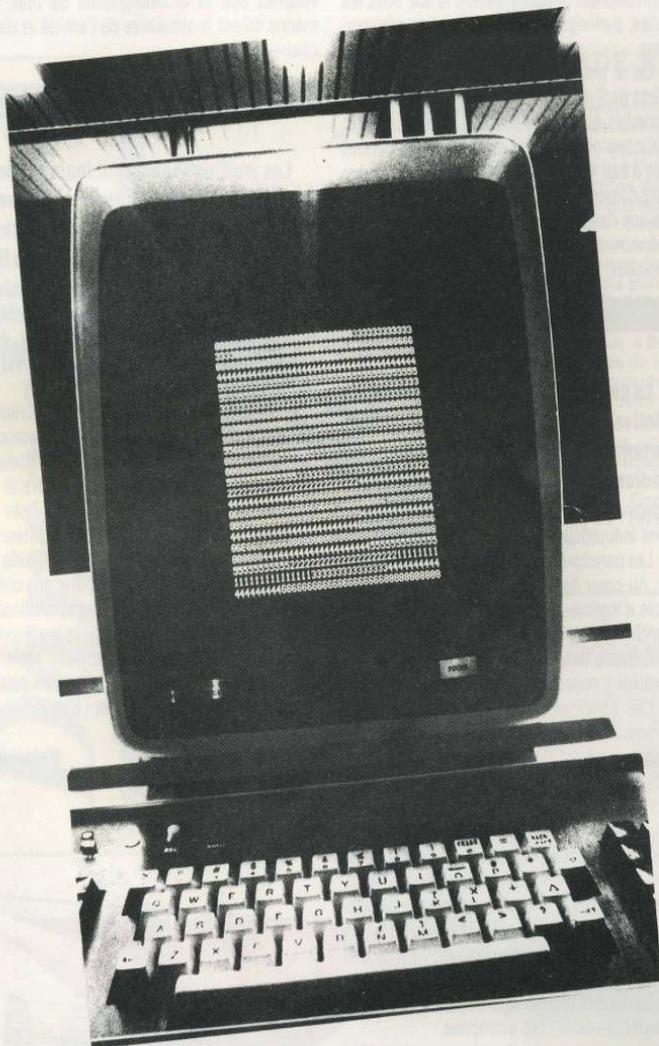
la Silicon Valley est peut-être celle qui dépend le plus du secteur militaire. Le reste du « carburant » que reçoit cette technologie provient des milliards fournis par les banques, assurances et spéculateurs immobiliers. C'est le même aimant qui attire ici les techniciens, constructeurs de technologies, gestionnaires de services, d'information militaire, de guerre.

La vie s'articule autour d'un « échange ». En contrepartie de salaires assez élevés, les spécia-

listes conçoivent et développent de nouvelles technologies qui seront réalisées par des techniciens de la Valley, moins spécialisés et donc moins payés. Le profit des multinationales est immense et, la concurrence fait que moins on parle d'eaux polluées, d'accidents, de projets militaires, et mieux on se porte. Car la technologie issue de cet échange est l'une des plus sophistiquées et des plus guerrières que l'on puisse imaginer.

L'échange génère une culture mutante, un environnement hyper toxique et le paradoxe de gens produisant des technologies qui sont des menaces directes et pour eux et pour les autres.

Dans l'échange initial, la fidélité des techniciens est le pilier fondamental du système. Les ingénieurs, savants et spécialistes, sont la clef de ce qui se passe à Silicon Valley. Pour les patrons, leur activité est la plus prisée mais aussi la plus coûteuse : les techniciens sont le maillon fragile de la chaîne de production et rare-



ment une si grande potentialité de subversion a été en si peu de mains.

Il y a trois sortes de gens qui travaillent pour Silicon Valley : ceux qui sont employés à l'étranger, ceux qui restent sur place et, au plus haut niveau, les projeteurs. Dans la Valley, il y a environ 200 000 personnes, toutes au service des sociétés de pointe et pour la plupart dans des sociétés électroniques militaires, comme Lockheed (21 000 employés), la Space Missil, la Intel, multinationale de semi-conducteurs (puces).

Que ce soit à l'étranger ou dans la Valley, les conditions de travail sont terriblement dangereuses pour les employés, alors que les savants, ingénieurs et techniciens bénéficient d'une meilleure sécurité.

### Les « invisibles » qui fabriquent les semi-conducteurs à Singapour, Hong-Kong, Manille, en Malaisie, Corée du Sud et Taïwan sont toutes des femmes. La

plupart des firmes de semi-conducteurs ont 50% de leurs employés outre-Océan. Les femmes perçoivent 30 cents de l'heure pendant les 7 ou 8 ans où elles arrivent à tenir ; le reste de leur vie elles doivent se « contenter » de leur maladie professionnelle. Le pire est que la plupart des employés de la Silicon Valley ignorent tout de leurs collègues d'Asie et le black-out est total dans les médias.

Les divisions entre employés sont basées sur le sexisme et le racisme : idées élitistes typiques des industries de pointe. A la production, des femmes : chicanas, indochinoises... Le salaire de base est de 7 à 8 dollars de l'heure. Dans les bureaux, des femmes aussi mais blanches. Quant aux ingénieurs et savants, ils sont masculins et blancs, bien sûr. Quelques Japonais, Chinois ou Moyen-Orientaux venant d'écoles U.S. Salaire de base de ces messieurs : entre 20 et 30 000 dollars annuels, quelquefois plus.

Comme partout, la différence entre les travailleurs vient surtout de leur feuille de paie. Ici, à la production et dans les bureaux, on est payé à l'heure. Les autres, au mois. Les uns pointent, les autres pas. On crée ainsi les statuts « d'exempté » et de « non-exempté ». En effet, ceux qui sont mensualisés sont théoriquement exemptés des heures supplémentaires (le Fair Labor Standards Act, fixe le nombre de personnes qu'une entreprise peut obliger à faire des heures supplémentaires). Mais, grâce à celles-ci, les non-exemptés, dont la paie est inférieure de moitié, la doublent ou l'augmentent parfois de 150%.

Parfois, le patronat, prétextant des hauts salaires chez les exemptés, leur demande de travailler gratis 10 heures en plus sur 6 mois, et beaucoup obéissent sans sourciller. Intel oblige plus ou moins les mensualisés à travailler plus de 8 heures supplémentaires et pendant le week-end. IBM et Hewlett-Packard se servant de la garantie de non-licenciement, exigent des exemptés des heures supplémentaires non payées.

### Pourquoi les techniciens acceptent-ils de concevoir des produits dangereux voulus par l'Etat et les multinationales ? L'isolement construit autour d'eux donne

une partie de la réponse. Paye, pension, assurances, dangers physiques, divisent ceux du hardware et ceux du software, les compilateurs et les employés de bureau ou ceux de la production ; chacun ayant ses propres cantines, laveries, espaces de loisirs...

La séparation entre les applications pratiques du produit et les travailleurs qui l'ont conçu, crée un autre type d'isolement : de plus en plus de gens ignorent la finalité exacte de ce qu'ils ont mis au point. Les projeteurs hardware travaillent sur une console ou une puce sans souci de son utilisation. La programmation modulaire développe la même pratique dans le software où les programmeurs ne travaillent que sur des fonctions relativement simples. Un projeteur peut prendre du plaisir au défi intellectuel d'un programme et ignorer que son software doit supprimer les défauts d'un missile du Pentagone. Bref, pour le management, les contacts entre software et marketing sont réduits au strict minimum.

La direction favorise aussi l'isolement par la division du travail et la manipulation des connaissances spécifiques. Les techniciens sont divisés entre eux. Les contrats étant individuels, chacun ignore le salaire des autres. Les différences de paie (entre les hommes, les femmes, les débutants, les gens de couleur...) servent le patronat car ainsi les gens n'ont aucune idée du plafond salarial négociable.

Le mystère est à son comble avec l'exigence du secret professionnel : les techniciens, parce qu'en compétition entre eux, doivent garder leurs petits secrets. Cependant, l'illusion de leur pouvoir et de leur nécessité fut levée en 82, lorsque les programmeurs furent un beau matin accueillis dans leurs bureaux par des gardes agressifs chargés de leur annoncer la rupture de leur contrat, de les surveiller pendant qu'ils ramassaient leurs affaires personnelles et de les escorter jusqu'à la sortie pour leur dernière paie. Ainsi, les licenciés ne pouvaient communiquer entre eux qu'une fois hors de l'entreprise. Ce genre de scène arrive souvent à Silicon Valley et dans le cas cité, comme par magie, 10% de la force de travail avait ainsi disparu.

**Baucoup d'employés à la production sont les fils des immigrés qui autrefois récoltaient les fruits et primeurs de la Valley. Aujourd'hui, les champs sont goudronnés et les conserveries démolies. La nouvelle génération travaille dans des serres fluorescentes parmi des gaz qui les empoisonnent comme ils polluent les réserves d'eaux autrefois chargées d'irriguer les potagers.**

Les émanations des industries de semi-conducteurs sont dangereuses et persistantes. On utilise les acides fluorhydriques, chlorhydriques (pour encapsuler les puces), le trichloréthylène, trichloréthanol, le benzène, les gaz à base d'arsenic ou de phosphore, le chloroforme, chlorure de vinyle. A cause d'eux, il y a trois fois plus de maladies professionnelles qu'ailleurs.

Les cliniques de la Valley, propriétés des multinationales, trafiquent les statistiques sur la pollution au point que les organismes officiels ont refusé de valider les données fournies par les entreprises : elles se contentaient d'expliquer l'absentéisme par des rhumes, gripes et autres. Il y eut même une manifestation d'ouvriers devant une clinique qui, financée par l'industrie locale, les renvoyaient illico au travail malgré des symptômes clairs de contamination.

Les substances utilisées pour traiter le silicium des puces sont en train de détruire l'écosystème de la Valley : elles menacent de cancer et de mutations génétiques les gens de Silicon. Le dommage est sans doute irréversible : les couches d'argile et de sable du sol retenant l'eau dans la nappe. La Valley, connue autrefois comme le « panier à fruits de l'Amérique » est submergée aujourd'hui par les déchets

chimiques qui filtrent à travers le sol, sous les routes, parkings, maisons et centres commerciaux.

On a trouvé des produits toxiques en 56 points de Silicon et les recherches ne sont pas terminées. L'eau est « source » d'humour noir et beaucoup de gens, par expérience, ne boivent plus d'eau « potable ». L'eau a déjà été cause d'avortements et la compagnie locale des eaux, à la vue des analyses dans les puits existants, a annoncé qu'elle n'en creuserait plus de nouveaux.

### **La censure totale sur les informations relatives à l'industrie a renforcé le comportement criminel des entreprises. Les médias locaux et le gouvernement**

approuvent sans arrêt de nouvelles implantations industrielles au sud de San José.

Les paradoxes abondent dans la Silicon Valley. Au cœur de cette richesse, la plus grande école d'ingénieurs a annoncé qu'elle fermerait bientôt. Les salaires alloués aux enseignants étaient trop bas pour attirer les ingénieurs qui devaient y enseigner.

Ces dernières années, les effets de la concurrence japonaise ont provoqué de nombreux licenciements (1 700 à Atari, 1 650 à Osborne, etc.). La dépression touche beaucoup de firmes non militaires, provoquant des baisses de salaires et le recul des assurances sociales. Une association gouvernementale, à la vue aussi bien des routes crevassées, des égouts engorgés, des eaux usées, que de la concurrence japonaise et européenne, a prévu la faillite de la Valley pour l'an 2000. Etrange perspective pour une vallée présentée comme le symbole de la prospérité dans la technologie de pointe et comme le symbole de la libre entreprise.

Le problème du logement est aussi intolérable. Hors des cités-dortoirs, jetés çà et là dans la Valley et loin du travail, point de salut. S'acheter une maison (prix moyen dans la Valley : 100 000 \$ et plus) c'est en fait en hériter ou avoir deux salaires ; et même dans ce cas c'est souvent devenir instantanément un propriétaire pauvre. A Santa Clara, le loyer pour une chambre de célibataire va de 470 à 575 £ et il en manque !

Toute trace de vie communautaire est absente de Silicon. Même avec de l'argent, il y a peu de choses à faire et, bien sûr, la drogue et l'alcool viennent souvent combler ce vide. Récemment, à l'occasion d'une fête, les autorités prévoyaient 1 300 ivrognes sur les routes dans la Valley. Sur les collines, dans les quartiers chics, cocaïne et amphétamines sont vendus dans les bars et restaurants. Sur les parkings des firmes toutes les drogues possibles circulent et, deux fois l'an, les montagnes de Santa Cruz produisent pour 100 milliards de dollars de Marijuana. En réaction contre une vie sociale et culturelle plate, les orgies de bière du

vendredi soir et le café-brioche de tous les matins créent le simulacre de l'amitié et de la chaleur humaine.

### **Les multinationales ont leurs propres Country Club où leurs employés trouvent tous les loisirs possibles (tennis, basket, sauna, bains, etc.) sans s'éloigner du lieu**

de travail. Ainsi pour les immigrés de fraîche date, la multinationale devient une oasis contre la culture raciste et hostile de la Valley. A la ROLM, l'investissement dans ce secteur est de 25% du chiffre d'affaires.

Samedi soir : quatre techniciens sont réunis dans un motel avec un terminal d'ordinateur et des numéros de téléphone. Le but : s'introduire dans les grands ordinateurs de l'Université ou de New-York. Entre amis, ils se sont fixés de détourner, en s'amusant, un géant producteur de « puces » de la Valley et ont réussi, à l'aide de quelques codes d'accès à s'emparer des codes présents et futurs de la plus grande multinationale du monde. A Silicon Valley, le jeu pourrait être autre chose que de la dérision. Mais, ne rêvons pas, les techniciens, et ils ne sont pas les seuls, sont totalement étrangers à toute idée de révolte ouverte et collective.

Melquiades



## MÉGAPHONE

Centre de Documentation  
et de Recherche  
sur la Paix et les Conflits

les cahiers de

# Damoclès

ARMÉE NATION:



Une priorité pour les socialistes

supplément au n°1 - avril 1985 - 15 f.

### CARNET DE NOTES

Quand vous lirez ce numéro d'Agora ce sera trop tard pour aller à Milan au Centre Pinelli participer les 1<sup>er</sup> et 2 juin au colloque sur les « avant-gardes entre l'institutionnalisation et l'auto-dissolution » avec René Lourau. Par contre, il sera encore temps d'y revenir le 30 novembre et le 1<sup>er</sup> décembre pour plancher avec Gilles Bataillon et Roberto Marchionatti sur « Anthropologie et anarchisme ; le phénomène Clastres ». Cela se passe au Centre Pinelli, viale Monza 255, Milano.

### AVANT L'EXPLOSION

Pour éviter de passer du monde des vivants à celui des éternels, « Zéro de conduite » publie un numéro triple consacré à l'Education pour la Paix. On y trouve des textes inédits de N. Bernard, du collectif pour la Paix, de D. Bricquier, fondatrice de RIFG, et une importante bibliographie de livres et revues pour la Paix, destinés aux adultes, aux adolescents et aux enfants. Vous pouvez le commander à : Feu Follet, 18 bis, rue de Bellefond., 75009 Paris.

### GARDE A VOUS !

Le Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits, créé récemment à l'initiative d'une petite équipe de chercheurs et de militants associatifs lyonnais, vise à collecter, traiter et diffuser une information sur les problèmes de stratégie de guerre et de paix, de militarisation et de défense. Dans ce but deux publications voient le jour : un « Bulletin Mensuel » (fiches de lecture, chronique des complexes militaires-industriels : 100 F pour un an) ; les « Cahiers de Damoclès » (dossiers sur un thème). Le premier « Cahier » traite des rapports armée-nation : 32 pages, 20 F. Commandes à : CDRPC, B.P. 1027, 69201 Lyon Cedex 01.

### ON SE FOOT DE NOUS

Le « Contre-Pied », journal du foot différent, a failli mourir, et nous n'en savions rien. Le voilà qui reparait de plus belle, ce qui fait que nous n'aurons pas eu le temps d'avoir peur. Tant mieux. Nouvelle formule trimestrielle : chaque numéro est consacré à un thème. Ce coup-ci, c'est « football et médias ». Toute la presse spécialisée est passée au crible de ses propres intérêts. Contre le journalisme sportif qui se foot de nous, le « Contre-Pied » marque un zéro. A lire, crampons aux pieds : Le Contre-Pied, Le Pigeon, Les Grèves, 22360 Langueux.

### CHOCOLATINE

Allez, hop, voici un nouveau fanzine. Du punk et de l'anar. Ça devait s'appeler « Dissidences » et au dernier moment ils ont préféré « On a faim ». La décision a dû être prise sur le coup de midi. Donc, au menu : racisme, Chevenement, nouveaux riches, Crass, Disrupters, Killing Joke, Verdun, et fromage ou dessert. Tout ça pour 10 F plus 5 F de service. Adresse du cuisinier : J.-P. Levaray, 9 impasse des Pommiers, 76800 St-Etienne-du-Rouvray.

### LE KAKI ME FAIT PEUR

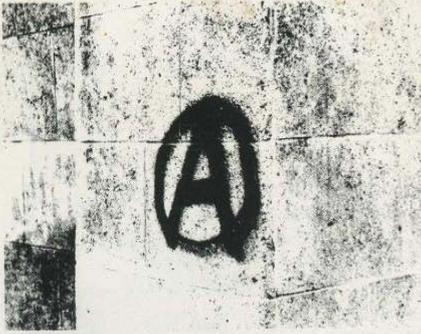
Thierry Dubuisson a vu son statut d'objecteur accordé en février 81. Il s'est présenté à son affectation et il est reparti en refusant le règlement du service civil. Il est donc considéré comme déserteur. En mai 83, le tribunal de Cahors l'a relaxé en considérant que le décret de Brégançon est non conforme à la loi protégeant les libertés fondamentales. Alors le procureur de Cahors a fait appel et Thierry est cité à reparaitre devant la cour d'appel d'Agen le 11 juillet 85. Il risque entre 3 mois et 3 ans de prison. Un comité de soutien existe et il a édité une carte de solidarité au prix minimum de 10 F. Leur adresse : Jan Latta, 31, rue de Colomb, 46100 Figeac.

### L'ECOLE EST FINIE

Il se passe toujours quelque chose à Saint-Nazaire ! Depuis février 1982 il y existe une expérience antiautoritaire, visant à donner l'autonomie aux élèves en leur permettant de gérer collectivement l'école et la prise en charge de l'acquisition de leur savoir (ouf !). Cette expérience se mène dans le cadre de l'Education nationale, en marge des circuits traditionnels de décision et de contrôle. Un livre, intitulé « Récréation ou re-création ? », relatant cette expérience, doit paraître aux éditions Syros en septembre 1985. Pour financer cette parution, il faut dès aujourd'hui l'acheter par souscription, au prix de 79 F franco de port, au lieu de 89 F. Envoyer nom et adresse, accompagnés d'un chèque à : André Daniel, Centre expérimental, B.P. 272, 44606 Saint-Nazaire, Cedex.

### ARCHEOLOGIE

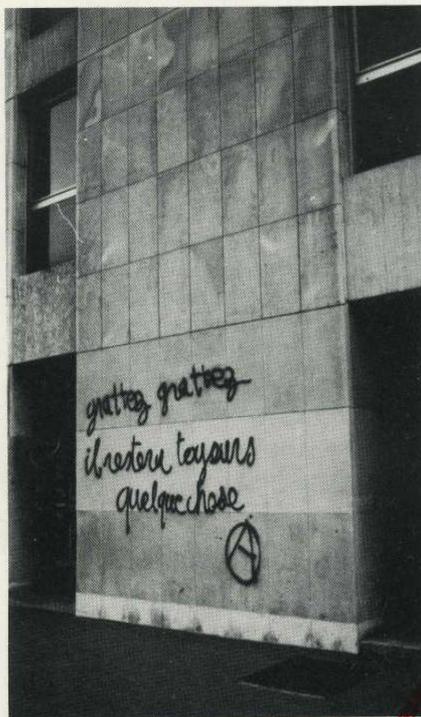
Grâce aux échanges de presse et aux dons, le Centre de Documentation du Libéralisme est devenu une réalité. Il est ouvert les mardi, mercredi et samedi de 17 à 19 heures, 25, rue Duménil d'Aplemont, 76600 Le Havre. Qu'on se le dise !



• Photo de R.V. (Châtillon)



• Photo de Pierre B. (Toulouse)



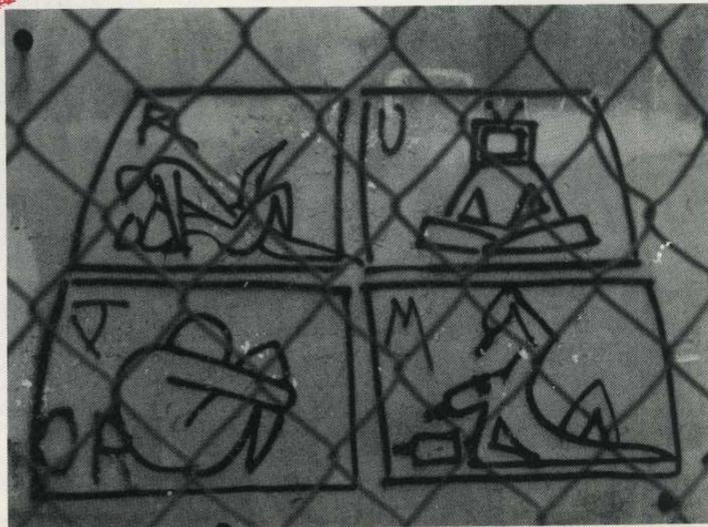
• Photo de Dan (Lyon)

# GRAFFITOS

# GRAFFITOS

# GRAFFITOS

Graffitos, nouvelle rubrique. Les murs parlent et vous les écoutez. Bonjour les pinceaux en révolte et en poésie. Il y a toujours un graffitos intéressant à portée d'appareil. Alors, clic ! clac ! photo prise. Vous nous l'envoyez, nous la publions et vous gagnez un abonnement gratuit pour une ou un ami. Etonnant, non ?



• Photo de Rnuppe M. (vice)